VOLUME 2

2010
2011

COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2011

Québec

COMPTES PUBLICS 2010-2011

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2011

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2010-2011 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2011

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2011

NOTES EXPLICATIVES ET DÉFINITIONS

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est divisé en trois sections.** Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé, ainsi que de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement de Québec et qui proviennent de ces mêmes fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Dans la présente publication, aux fins de présentation, le terme « portefeuille » est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous la responsabilité d'un ministre.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts. Les crédits autorisés sont constitués de crédits votés et permanents. Les crédits autorisés votés correspondent aux crédits initiaux ajustés des crédits supplémentaires et des mandats spéciaux. Les crédits autorisés permanents correspondent aux crédits initiaux et sont augmentés, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de la somme des dépenses et des autres coûts réels.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments et supercatégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, par catégories.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux états financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement : revenus et dépenses, actif et passif, et solde du fonds.

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces **arrondissements**, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

- *Rémunération*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers des ministères et des organismes budgétaires. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment la contribution aux régimes de retraite, au régime des rentes du Québec, au Fonds des services de santé et à l'assurance-emploi.

- *Fonctionnement*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses ou les coûts engagés dans le cadre des activités administratives de l'entité, à l'exclusion des dépenses de rémunération, des créances douteuses et autres provisions et du service de la dette. Elle inclut également l'amortissement des immobilisations.

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend des dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- *Transfert*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens ou de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

- *Affectation à un fonds spécial*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère qui l'administre. Cela inclut notamment, les dépenses de rémunération, de fonctionnement et le coût du service de la dette du fonds spécial.

- *Service de la dette*
  Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'inscription de stocks et les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, des organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».

- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

CATÉGORIES (suite)

- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes et ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

TABLE DES MATIÈRES

	SECTION
Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement	3

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement fédéral	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-32
Sommaire des dépenses de transfert	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-43

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			4 846
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			14 483
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			0
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs			4 665
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation			1 370
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport			1
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille et Aînés			11 232
13	2-119	Finances	5 974 235		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			71 591
15	2-138	Justice			1 688
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			340 954
18	2-166	Revenu	22 760 424	12 986 699	63 144
19	2-173	Santé et Services sociaux			1 777
20	2-184	Sécurité publique			35 714
21	2-193	Services gouvernementaux			
22	2-206	Transports			40 668
23	2-215	Travail			
			28 734 660	**12 986 699**	**592 135**

(A) Les revenus comparatifs des ministères du Revenu et des Transports ont été redressés pour tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011. Une partie des revenus de ces ministères a été transférée au nouveau fonds et a été redressée pour refléter cette nouvelle structure.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 794	2 747
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	834	
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	974	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 913	10 049
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	5 675	196
6	2-51	Conseil exécutif	506	38
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	12 954	12 432
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs	8 322	3 056
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation	7 016	435
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	33 175	67
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	122 561	600
12	2-111	Famille et Aînés	1 944	
13	2-119	Finances	245 370	300
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	2 559	60
15	2-138	Justice	166 339	25
16	2-149	Relations internationales	226	
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	24 181	3 728
18	2-166	Revenu	942 172	141 955
19	2-173	Santé et Services sociaux	242 767	62 338
20	2-184	Sécurité publique	21 543	8 008
21	2-193	Services gouvernementaux	1 218	
22	2-206	Transports	20 326	29
23	2-215	Travail	2 528	2 503
			1 879 898	**248 568**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus 2011	Total des revenus 2010 (A)	
47		47		47	317	1
834		834		834	1 266	2
974		5 820		5 820	6 509	3
3 863		18 346		18 346	16 610	4
5 479		5 479		5 479	13 649	5
468		468		468	335	6
521		521		521	543	7
5 267		9 932		9 932	9 723	8
6 580		7 950		7 950	12 081	9
33 108		33 109	115 869	148 978	139 471	10
121 961		121 961	771 020	892 981	877 787	11
1 944		13 177		13 177	12 681	12
245 070	4 838 004	11 057 309	14 166 401	25 223 710	24 826 685	13
2 499		74 090	258 445	332 535	279 402	14
166 315		168 003	30 533	198 536	202 232	15
226		226		226	958	16
20 453		361 407		361 407	154 723	17
800 217		36 610 485		36 610 485	33 904 485	18
180 429		182 206	82 776	264 982	206 674	19
13 535		49 248		49 248	46 190	20
1 218		1 218		1 218	569	21
20 296		60 965	353	61 318	52 646	22
25		25		25	9	23
1 631 330	**4 838 004**	**48 782 827**	**15 425 397**	**64 208 224**	**60 785 548**	

=	Revenus divers	Total des transferts du gouvernement fédéral	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement fédéral	
	47						1
	834						2
	974	638 200		638 200			3
	3 863	153 006		153 006			4
	5 479						5
	468						6
	521	11 145		11 145			7
	5 267	217		217			8
	6 580	125 485		125 485			9
	33 108	292 232		176 363		115 869	10
	121 961	793 119		22 100		771 020	11
	1 944						12
	245 070	14 629 951		463 550		14 166 401	13
	2 499	258 445				258 445	14
	166 315	30 994		461		30 533	15
	226						16
	20 453	6 152		6 152			17
	800 217						18
	180 429	86 814		4 039		82 776	19
	13 535	4 174		4 174			20
	1 218						21
	20 296	7 141		6 788		353	22
	25						23
	1 631 330	**17 037 076**		**1 611 679**		**15 425 397**	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses (A)	Prévisions de dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Crédits initiaux (C)
			(-)	=
1	Assemblée nationale	116 710	4 836	111 874
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	69 617	2 385	67 232
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 871 825	1 861	1 869 964
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 068 228	14 968	1 053 260
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	712 698	60	712 638
6	Conseil exécutif	360 906	751	360 156
7	Culture, Communications et Condition féminine	666 071	2 673	663 399
8	Développement durable, Environnement et Parcs	203 918	11 461	192 457
9	Développement économique, Innovation et Exportation	1 044 409	2 550	1 041 859
10	Éducation, Loisir et Sport	14 805 048	22 592	14 782 456
11	Emploi et Solidarité sociale	4 283 892	1 171	4 282 721
12	Famille et Aînés	2 178 637	7 468	2 171 169
13	Finances (excluant le service de la dette)	195 240	1 455	193 785
14	Immigration et Communautés culturelles	304 908	2 560	302 349
15	Justice	683 654	9 154	674 499
16	Relations internationales	113 972	3 978	109 994
17	Ressources naturelles et Faune	528 711	16 164	512 547
18	Revenu	1 087 281	1 849	1 085 432
19	Santé et Services sociaux	27 967 189	1 022	27 966 167
20	Sécurité publique	1 136 393	18 311	1 118 082
21	Services gouvernementaux	197 353	500	196 853
22	Tourisme	146 129		146 129
23	Transports	2 804 204	124 170	2 680 034
24	Travail	33 523	536	32 987
	Total des programmes	62 580 515	252 474	62 328 042
	Finances (service de la dette)	6 990 000	(15 000)	7 005 000
	Total	**69 570 515**	**237 473**	**69 333 042**

(A) Budget initial de dépenses 2010-2011 et reports de crédits 2009-2010.

(B) Incluant des prévisions pour des dépenses d'amortissement de 252 473 et des dépenses négatives de 15 000. Ces dernières proviennent notamment des revenus de placement du Fonds des congés de maladie accumulés.

(C) Crédits de l'année en cours et ceux déjà votés (incluant les reports de crédits et les crédits votés sur plus d'un an).

(D) Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

(E) Incluant des dépenses d'amortissement de 150 005, une dépense négative de 6 514 et l'utilisation des stocks de 13 578.

(1) Incluant 7 113 pour l'utilisation de stocks.

(2) La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28) a été modifiée le 12 juin 2010 pour créer le Fonds des réseaux de transport terrestre. À la suite de la création de ce fonds, des crédits votés au budget de dépenses 2010-2011 n'étaient plus requis.

(3) Incluant 6 465 pour l'utilisation de stocks.

Variations de crédits (D)	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (E)	Dépenses	
+ (-)	=		+	=	
745	112 619	108 976	4 521	113 497	1
4 124	71 356	68 362	1 936	70 298	2
2 801	1 872 764	1 839 329	3 026	1 842 355	3
11 210	1 064 470	1 044 287	13 159	1 057 446	4
(57 703)	654 934	655 557	59	656 616	5
(4 014)	356 141	321 102	557	321 659	6
759	664 158	657 563	1 759	659 322	7
22 897	215 354	215 172	12 682	227 854	8
4 196	1 046 055	791 917	966	792 884	9
324 293	15 106 749	15 173 202	21 863	15 195 065	10
76 425	4 359 146	4 352 206	106	4 352 313	11
12 509	2 183 678	2 254 884	7 073	2 261 957	12
(82 064)	111 721	89 699	1 205	90 904	13
(121 508)	180 841	171 412	3 784	175 196	14
40 580	715 079	714 130	9 039	723 170	15
5 981	115 975	115 905	3 794	119 699	16
117 644	630 191	663 856	18 694	682 550	17
475 348	1 560 780	1 553 848	3 136	1 556 984	18
582 220	28 548 387	28 506 442	7 975 (1)	28 514 417	19
46 976	1 165 058	1 156 268	15 415	1 171 683	20
19 036	215 889	206 458	5 989	212 446	21
2 302	148 431	140 365		140 365	22
1 955	2 681 989 (2)	719 585	26 456 (3)	746 041	23
8 376	41 363	38 589	386	38 975	24
1 495 087	63 823 129	61 559 112	163 583	61 722 695	
64 031	7 069 031	6 990 375	(6 514)	6 983 860	
1 559 118	**70 892 160**	**68 549 487**	**157 068**	**68 706 555**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2011

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans les mesures prévues par la Loi n° 2 sur les crédits, 2010-2011 (L.Q. 2010, c. 6). L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2011 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 1 419 047 milliers de dollars au programme 1 *Secrétariat du Conseil du trésor* du portefeuille Conseil du trésor et administration gouvernementale, essentiellement pour l'inscription d'une provision pour passif environnemental, de 91 310 milliers de dollars au programme 4 *Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire* du portefeuille Éducation, Loisir et Sport, de 72 800 milliers de dollars au programme 2 *Mesures d'aide à la famille* du portefeuille Famille et Aînés, de 33 666 milliers de dollars au programme 1 *Gestion des ressources naturelles* du portefeuille Ressources naturelles et Faune, de 165 031 milliers de dollars au programme 2 *Fonctions régionales* du portefeuille Santé et Services sociaux, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2011-2012, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière. Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts contractés.

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CA

Québec, le 14 octobre 2011

RAPPORT DE L' EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L' EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		120 846		114 802			6 044
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	42 126	31 714	40 947	29 042	756	423	2 672
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 893 759	463	1 849 220	12	1 654	42 885	451
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 488 919	3 090	1 427 485	3 068	2 902	58 532	22
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	949 766	405 156	2 366 416	404 308	104	(1 416 754) (3)	848
Conseil exécutif	355 622	2 189	319 895	2 189	2 296	33 431	
Culture, Communications et Condition féminine	755 942	10	729 411	10	1 023	25 508	
Développement durable, Environnement et Parcs	248 469	94	248 300	15	91	78	79
Développement économique, Innovation et Exportation	1 051 856	1 191	796 780	715	2 611	252 464	476
Éducation, Loisir et Sport	14 196 873	1 011 440	14 288 183	1 005 440		(91 310)	6 000
Emploi et Solidarité sociale	4 353 795	5 611	4 347 757	4 710		6 038	901
Famille et Aînés	2 197 520	10 419	2 258 267	10 324	1 205	(61 953) (4)	95
Finances (excluant le service de la dette)	107 333	6 354	85 080	5 204	2 165	20 089	1 150
Immigration et Communautés culturelles	192 717	10	172 890	10	2 907	16 920	
Justice	566 344	172 585	566 342	171 636		2	949
Relations internationales	120 849	500	117 750	500		3 098	
Ressources naturelles et Faune	610 636	76 071	644 293	76 071		(33 657) (5)	
Revenu	619 152	967 083	612 538	965 333		6 614	1 751
Santé et Services sociaux	17 188 901	11 608 562	17 353 932	11 401 585		(165 031)	206 977
Sécurité publique	1 184 327	17 465	1 153 910	17 373	8 496	21 920	92
Services gouvernementaux	231 623	10	221 985	4		9 638	6
Tourisme	148 421	10	140 355	10		8 066	
Transports	2 766 892	1 836	756 784	381	20 889	1 989 219 (6)	1 455
Travail	40 461	2 912	35 877	2 770	676	3 908	141
	51 312 303	14 445 619	50 534 399	14 215 511	47 774	730 129	230 108
Finances (service de la dette)		7 069 031		6 990 375			78 656
	51 312 303	**21 514 649** (1)	**50 534 399**	**21 205 885**	**47 774**	**730 129**	**308 764**
Dépenses (2)	49 387 853	21 504 306	47 375 465	21 198 669	47 757	1 964 632	305 638
Prêts, placements, avances et autres	1 475 903	106	2 852 620	36		(1 376 718)	70
Immobilisations	448 547	10 237	306 314	7 181	17	142 215	3 056
	51 312 303	**21 514 649** (1)	**50 534 399**	**21 205 885**	**47 774**	**730 129**	**308 764**

(1) Crédits permanents:

Inclus dans les prévisions budgétaires	20 271 594	19 962 830	308 764
Non inclus dans les prévisions budgétaires	1 243 055	1 243 055	
	21 514 649	**21 205 885**	**308 764**

(2) Excluant l'amortissement des immobilisations pour 150 005, une dépense négative de 6 514 et l'utilisation des stocks pour 13 578 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 24 647 dont 5 710 afférent à une provision maladie vacances.

(3) Inclus un excédent des dépenses et des autres coûts de 1 419 047 sur les crédits pour le programme 1 (voir page 2-42).

(4) Inclus un excédent des dépenses et des autres coûts de 72 800 sur les crédits pour le programme 2 (voir page 2-112).

(5) Inclus un excédent des dépenses et des autres coûts de 33 666 sur les crédits pour le programme 1 (voir page 2-158).

(6) La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28) a été modifiée le 12 juin 2010 pour créer le Fonds des réseaux de transport terrestre. À la suite de la création de ce fonds, des crédits votés au budget de dépenses 2010-2011 n'étaient plus requis.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDITS		= CRÉDITS INITIAUX		
			Dépenses	Investissements (A)	Votés et permanents	Déjà votés	
						Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+	+
1	2-4	Assemblée nationale	111 874	8 114	119 988		
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	67 232	2 730	69 962		
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 869 964	21 458	1 890 988	433	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 053 260	427 622	1 480 881		
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	712 638	864 721	1 577 359		
6	2-52	Conseil exécutif	360 156	1 646	359 456	2 346	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine	663 399	91 794	755 193		
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	192 457	36 967	229 369	55	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	1 041 859	6 991	1 048 845	5	
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	14 782 456	155 707	14 938 163		
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 282 721	3 072	4 006 793		279 000
12	2-112	Famille et Aînés	2 171 169	27 558	1 983 726		215 000
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	193 785	1 966	195 751		
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	302 349	11 886	314 235		
15	2-140	Justice	674 499	42 944	717 443		
16	2-150	Relations internationales	109 994	5 785	115 779		
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	512 547	30 650	543 196		
18	2-168	Revenu	1 085 432	10 687	1 096 119		
19	2-174	Santé et Services sociaux	27 966 167	249 335	28 215 502 (1)		
20	2-186	Sécurité publique	1 118 082	46 229	1 164 311		
21	2-194	Services gouvernementaux	196 853	22 125	218 978		
22	2-200	Tourisme	146 129		146 129		
23	2-208	Transports	2 680 034	86 784	2 750 143	16 675	
24	2-216	Travail	32 987	2 009	34 997		
		Total des programmes	62 328 042	2 158 778	63 973 305	19 515	494 000
	2-124	Finances (service de la dette)	7 005 000		7 005 000		
		Total avant dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable	**69 333 042**	**2 158 778**	**70 978 305**	**19 515**	**494 000**
		Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable					
		Total (a)	**69 333 042**	**2 158 778**	**70 978 305**	**19 515**	**494 000**
		(a) Votés	49 091 282	2 148 649	50 726 416 (2)	19 515	494 000
		Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable					
		Permanents	20 241 760	10 129	20 251 889 (1)		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					

(A) Comprend les immobilisations et les prêts, avances et autres.

(1) Incluant des crédits initiaux de 5 843 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 4 623 297 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 974 235 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 4 489 110 pour la contribution du gouvernement.

(2) Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits

du 31 mars 2010, L.Q., 2010, c. 2	15 501 830
du 13 mai 2010, L.Q., 2010, c. 6	35 224 586
	50 726 416

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+, (-)	=	
119 988			858 (3)			120 846	1
69 962				274	3 604	73 840	2
1 891 422	2 242			556	2	1 894 222	3
1 480 881	7 501	18		547	3 062	1 492 009	4
1 577 359				(293 642)	71 205	1 354 922	5
361 802				(5 094)	1 104	357 811	6
755 193				759		755 952	7
229 424	3 686	59		15 394		248 563	8
1 048 850				4 169	27	1 053 047	9
14 938 163				82 056	188 095	15 208 314	10
4 285 793	3 586			70 016	11	4 359 406	11
2 198 726			10 300 (4)	(1 087)		2 207 939	12
195 751				(82 066)	2	113 687	13
314 235	50 802			(172 310)		192 727	14
717 443	520			11 833	9 134	738 929	15
115 779				5 179	390	121 348	16
543 196	3 654			78 900	60 957	686 708	17
1 096 119		18	6 776 (5)	48 469	434 854	1 586 236	18
28 215 502				188 430	393 530	28 797 462	19
1 164 311	382			24 083	13 017	1 201 792	20
218 978				12 654		231 632	21
146 129				2 302		148 431	22
2 766 818		1 677		233		2 768 728	23
34 997				8 345	31	43 373	24
64 486 819	72 372	1 772	17 934		1 179 024	65 757 921	
7 005 000					64 031	7 069 031	
71 491 819	**72 372**	**1 772**	**17 934**		**1 243 055** (6)	**72 826 952**	
71 491 819	72 372	1 772	17 934		1 243 055 (6)	72 826 952	
51 239 931	72 372					51 312 303	
20 251 889		1 772	17 934 (3), (4), (5)		1 243 055	21 514 649	

(3) 120 846 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1) et de la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1), alors qu'une prévision de 119 988 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

(4) 10 300 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

(5) 6 776 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

(6) Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			+	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	120 846			6 044	
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	73 840		756	3 095	
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 894 222	11 048	1 654	32 288	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 492 009	6 885	2 902	51 669	3
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 354 922		104	(1 415 906)	5 710
6	2-52	Conseil exécutif	357 811	14 593	2 296	18 838	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine	755 952	4 976	1 023	20 532	
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	248 563	72	91	85	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	1 053 047	120 183	2 611	132 758	
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	15 208 314			(85 310)	18 858
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 359 406	4 798		2 142	
12	2-112	Famille et Aînés	2 207 939	76	1 205	(61 934)	8
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	113 687	4 897	2 165	16 341	1
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	192 727	3 634	2 907	13 286	
15	2-140	Justice	738 929			950	
16	2-150	Relations internationales	121 348	70		3 028	
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	686 708			(33 657)	
18	2-168	Revenu	1 586 236	5 050		3 315	
19	2-174	Santé et Services sociaux	28 797 462			41 945	
20	2-186	Sécurité publique	1 201 792	200	8 496	21 812	
21	2-194	Services gouvernementaux	231 632	2 777		6 867	
22	2-200	Tourisme	148 431	8 066			
23	2-208	Transports	2 768 728	41 094	20 889	1 949 580 (7)	68
24	2-216	Travail	43 373	710	676	3 339	
		Total des programmes	65 757 921	229 128	47 774	731 108	24 647
	2-124	Finances (service de la dette)	7 069 031			78 656	
		Total avant dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable	**72 826 952**	**229 128**	**47 774**	**809 765**	**24 647**
		Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable					
		Total (a)	**72 826 952**	**229 128**	**47 774**	**809 765**	**24 647**
		(a) Votés	51 312 303	229 128	47 774	501 001	
		Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable					
		Permanents	21 514 649			308 764	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					

(B) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés ou redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011. Une partie des dépenses du ministère des Transports a été redressée pour tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011.

(7) La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28) a été modifiée le 12 juin 2010 pour créer le Fonds des réseaux de transport terrestre. À la suite de la création de ce fonds, des crédits votés au budget de dépenses 2010-2011 n'étaient plus requis.

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2011	2010 (B)	
(-)	(-)	=	+	=		
35	5 791	108 976	4 521	113 497	113 956	1
	1 627	68 362	1 936	70 298	70 077	2
1 260	8 643	1 839 329	3 026	1 842 355	1 815 777	3
349 353 (8)	36 910	1 044 287	13 159	1 057 446	1 099 851	4
2 105 955 (9)	3 502	655 557	59	655 616	418 825	5
21	962	321 102	557	321 659	310 289	6
	71 858	657 563	1 759	659 322	664 725	7
14	33 129	215 172	12 682	227 854	218 239	8
3 851	1 727	791 917	966	792 884	901 008	9
94 519	7 045	15 173 202	21 863	15 195 065	14 653 052	10
7	253	4 352 206	106	4 352 313	4 367 057	11
1	13 699	2 254 884	7 073	2 261 957	2 066 030	12
2	583	89 699	1 205	90 904	282 229	13
81	1 406	171 412	3 784	175 196	167 211	14
7	23 842	714 130	9 039	723 170	702 001	15
683	1 662	115 905	3 794	119 699	124 754	16
33 667 (10)	22 841	663 856	18 694	682 550	688 400	17
15 415	8 607	1 553 848	3 136	1 556 984	1 474 513	18
247 614 (11)	1 461	28 506 442	7 975	28 514 417	27 466 654	19
19	14 996	1 156 268	15 415	1 171 683	1 156 742	20
	15 531	206 458	5 989	212 446	184 164	21
		140 365		140 365	144 552	22
151	37 361	719 585	26 456	746 041	737 632	23
	58	38 589	386	38 975	36 365	24
2 852 656	313 495	61 559 112	163 583	61 722 695	59 864 105	
		6 990 375	(6 514)	6 983 860	6 117 288	
2 852 656	**313 495**	**68 549 487**	**157 068**	**68 706 555**	**65 981 393**	
					8 374 488	
2 852 656	**313 495**	**68 549 487**	**157 068**	**68 706 555**	**74 355 881**	
2 852 620	306 314	47 375 465		47 375 465	46 316 733	
					8 374 488	
36	7 181	21 198 669		21 198 669	19 542 360	
			143 490 (12)	143 490	140 017	
			13 578	13 578	20 085	
		(24 647)		(24 647)	(37 802)	

(8) Incluant 347 813 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits constatés pour l'année financière terminée au 31 mars 2010.

(9) Incluant 692 623 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits constatés pour l'année financière terminée au 31 mars 2010 et 1 413 330 inscrits à la dette nette.

(10) Incluant 33 666 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits constatés pour l'année financière terminée au 31 mars 2010.

(11) Incluant 247 610 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits constatés pour l'année financière terminée au 31 mars 2010.

(12) Incluant 6 514 pour une dépense négative.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-174	500 860					
Permanents		438					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-174	16 486 397					
Permanents		3 669 797					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Office des personnes handicapées du Québec	2-176	13 214					
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-176						
Permanents		7 544 797					
Total du portefeuille		28 215 502					
TOTAL DE LA MISSION		**28 215 502**					
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Charte de la langue française	2-64	27 907					
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec	2-62	135 582					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-62	579 475					
Total du portefeuille		742 973					

(A) Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

(B) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés ou redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011. Une partie des dépenses du ministère des Transports a été redressée pour tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(6 183)		494 676		12 226	482 450		482 450	491 266
	25	462	227		236		236	309
						711	711	961
195 101		16 681 498	(165 031)	236 763	16 609 766		16 609 766	16 096 299
	255 324	3 925 122			3 925 122		3 925 122	3 697 737
						7 113	7 113	20 085
(487)		12 727		85	12 641		12 641	12 579
						151	151	85
	138 181	7 682 978	206 750		7 476 228		7 476 228	7 147 333
188 430	393 530	28 797 462	41 945	249 075	28 506 442	7 975	28 514 417	27 466 654
188 430	**393 530**	**28 797 462**	**41 945**	**249 075**	**28 506 442**	**7 975**	**28 514 417**	**27 466 654**
(760)		27 146	3 304	193	23 649		23 649	25 514
						227	227	227
(914)		134 668	20 417	71 651	42 600		42 600	45 802
		10			10		10	10
						1 495	1 495	1 729
1 100		580 575	2 056		578 518		578 518	579 340
(574)		742 399	25 778	71 845	644 776	1 722	646 498	652 621

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-90	156 938					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-92	661 655					
Permanents		6 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-94	63 545					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-92	8 451 864					
Enseignement supérieur	2-94	4 757 067					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-90	23 749					
Régimes de retraite	2-96						
Permanents		817 336					
Total du portefeuille		14 938 163					
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-132	313 375			50 802		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		313 385			50 802		
TOTAL DE LA MISSION		**15 994 520**			**50 802**		
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire							
Développement des régions et ruralité	2-22	124 815					
Habitation	2-22	473 024					
Modernisation des infrastructures municipales	2-20	480 631					
Promotion et développement de la Métropole	2-20	132 256					
Permanents		451					
Total du portefeuille		1 211 177					

(1) L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du nombre de bénéficiaires et du montant moyen de la bourse.

(2) La diminution s'explique par une baisse de la dépense relative à la provision pour créances douteuses.

(3) L'augmentation est principalement attribuable à l'amortissement des redressements relatifs aux estimations des gains et pertes actuariels.

(4) La diminution est principalement attribuable à la baisse de la contribution au Fonds de développement régional suite à l'adoption du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011		2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(24 292)		132 645		5 623	127 022		127 022		130 573
		10			10		10		10
						17 151	17 151		16 965
(57 122)		604 533		95 941	508 592		508 592	(1)	448 778
		6 000	6 000					(2)	87 668
						4 712	4 712		5 124
			18 858		(18 858)		(18 858)		(7 207)
(85)		63 460			63 460		63 460		64 905
102 188		8 554 052	(91 310)		8 645 362		8 645 362		8 388 290
61 451		4 818 518			4 818 518		4 818 518		4 648 291
(84)		23 665			23 665		23 665		25 138
	188 095	1 005 431			1 005 431		1 005 431	(3)	844 518
82 056	188 095	15 208 314	(66 452)	101 564	15 173 202	21 863	15 195 065		14 653 052
(172 310)		191 867	19 658	1 487	170 721		170 721		163 233
		10			10		10		10
						3 783	3 783		3 143
(172 310)		191 877	19 658	1 487	170 731	3 783	174 514		166 386
(90 829)	**188 095**	**16 142 589**	**(21 016)**	**174 896**	**15 968 709**	**27 369**	**16 018 078**		**15 472 059**
(1 320)		123 495	20 616		102 878		102 878	(4)	124 460
(4 400)		468 624	6 487		462 137		462 137		440 691
(1 946)		478 685	2 431	1 184	475 069		475 069		456 960
1 031		133 287	123	1 258	131 906		131 906		123 048
		451	451						1 284
(6 635)		1 204 541	30 109	2 442	1 171 990		1 171 990		1 146 442

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	457 950			6 595		
Permanents		10				18	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-34	1 022 922			906		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 480 881			7 501	18	
Portefeuille: Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-72	5 472	55				
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-72	223 863			3 686		
Permanents		35				59	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		229 369	55		3 686	59	
Portefeuille: Développement économique, Innovation et Exportation							
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-82	171 546					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-80	876 136	5				
Permanents		1 164					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 048 845	5				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	665 658					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-106	62 783					
Permanents		91					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		928 532					

(5) La diminution est principalement attribuable à une révision à la baisse des taux de provision pour pertes sur les soldes d'interventions financières en vigueur

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
469		465 013	28 949	38 187	397 878		397 878	389 845
	3 062	3 090	22		3 068		3 068	278
						12 889	12 889	11 294
								(11)
78		1 023 906	32 485	348 077	643 344		643 344	698 161
								2
						270	270	283
			3		(3)		(3)	
547	3 062	1 492 009	61 458	386 264	1 044 287	13 159	1 057 446	1 099 851
3		5 530	169	44	5 318		5 318	5 001
						25	25	33
15 391		242 939		33 100	209 839		209 839	201 266
		94	79		15		15	105
						12 657	12 657	11 834
15 394		248 563	248	33 143	215 172	12 682	227 854	218 239
21 565		193 110	181		192 929		192 929	200 722
(17 395)		858 746	254 895	5 578	598 273		598 273 [5]	694 140
	27	1 191	476		715		715	5 110
						966	966	1 036
4 169	27	1 053 047	255 552	5 578	791 917	966	792 884	901 008
20 902		886 561	4 798		881 762		881 762	893 150
(577)		62 206		8	62 198		62 198	61 363
		91	91					629
						10	10	8
20 325		948 857	4 889	8	943 960	10	943 970	955 150

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOME ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-150	115 669					
Permanents		110					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		115 779					
Portefeuille: Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles	2-158	457 920			83		
Permanents		15 039					
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection et mise en valeur de la ressource faunique	2-158	70 162			3 571		
Permanents		75					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		543 196			3 654		
Portefeuille: Tourisme							
Promotion et développement du tourisme	2-200	146 119					
Permanents		10					
Total du portefeuille		146 129					
Portefeuille: Transports							
Administration et services corporatifs	2-210	95 142	5				
Permanents		159					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Infrastructures de transport	2-208	2 009 226	15 625				
Permanents						1 677	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Systèmes de transport	2-208	645 616	1 046				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		2 750 143	16 675			1 677	
TOTAL DE LA MISSION		**8 454 051**	**16 736**		**14 840**	**1 753**	

(6) L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des sommes versées pour l'extinction des feux de forêts.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
5 179		120 849	3 098	2 345	115 406		115 406	120 032
	390	500			499		499	830
						3 794	3 794	3 892
5 179	390	121 348	3 098	2 345	115 905	3 794	119 699	124 754
80 615		538 618	(33 657)	50 829	521 446		521 446	568 326
	60 957	75 996			75 996		75 996 (b)	31 783
						14 192	14 192	15 311
(1 715)		72 018		5 679	66 339		66 339	67 949
		75			75		75	
						4 502	4 502	5 031
78 900	60 957	686 708	(33 657)	56 509	663 856	18 694	682 550	688 400
2 302		148 421	8 066		140 355		140 355	144 543
		10			10		10	10
2 302		148 431	8 066		140 365		140 365	144 552
403		95 550	26 513	2 474	66 563		66 563	70 908
		159	140		19		19	188
						13 655	13 655	15 845
			68		(68)		(68)	
(190)		2 024 661	1 595 972	31 421	397 268		397 268	408 842
		1 677	1 315		362		362	2 167
						4 584	4 584	3 455
						6 465	6 465	
20		646 682	387 623	3 618	255 441		255 441	233 864
						1 753	1 753	2 364
233		2 768 728	2 011 631	37 512	719 585	26 456	746 041	737 632
120 414	**64 437**	**8 672 231**	**2 341 393**	**523 802**	**5 807 036**	**75 762**	**5 882 798**	**6 016 029**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Condition féminine	2-64	12 219					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		12 219					
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-106	462 394			3 586		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-104	2 610 357		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		3 078 261		279 000	3 586		
Portefeuille: Famille et Aînés							
Condition des aînés	2-114	22 732					
Curateur public	2-114	51 776					10 300
Permanents		100					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide à la famille	2-112	1 866 692		215 000			
Permanents							
Ajustements négatifs de provisions							
Planification, recherche et administration	2-112	42 407					
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 983 726		215 000			10 300
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-142	146 451					
Permanents		83 432					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		229 882					
TOTAL DE LA MISSION		**5 304 089**		**494 000**	**3 586**		**10 300**

(7) L'augmentation est principalement attribuable, d'une part, aux ententes avec les responsables des services de garde en milieu familial survenues dans le cadre des négociations des conventions collectives et, d'autre part, à la hausse du nombre de places en garderie.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 333		13 552	753	13	12 786		12 786	12 085
						37	37	19
1 333		13 552	753	13	12 786	37	12 824	12 104
(6 346)		459 634		251	459 383		459 383	469 637
	11	20			20		20	18
						97	97	95
56 037		2 945 394	1 240		2 944 154		2 944 154	2 941 755
		5 500	811		4 689		4 689	403
49 691	11	3 410 548	2 051	251	3 408 246	97	3 408 343	3 411 908
(2 635)		20 097			20 097		20 097	16 402
181		51 957	6 336	6 756	38 865		38 865	38 612
		10 400	93		10 307		10 307	10 502
						1 550	1 550	1 221
5 607		2 087 299	(72 800)		2 160 099		2 160 099 (7)	1 970 968
								29
			8		(8)		(8)	(28)
(4 240)		38 167	5 717	6 944	25 506		25 506	24 828
		19	2		17		17	22
						5 523	5 523	3 473
(1 087)		2 207 939	(60 645)	13 700	2 254 884	7 073	2 261 957	2 066 030
2 882		149 333		236	149 097		149 097	145 747
	7 493	90 924			90 924		90 924	85 300
						283	283	226
2 882	7 493	240 257		236	240 021	283	240 304	231 273
52 819	**7 503**	**5 872 297**	**(57 841)**	**14 201**	**5 915 937**	**7 490**	**5 923 427**	**5 721 314**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille: Assemblée nationale							
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité	2-4						
Permanents		50 866					
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général et affaires parlementaires	2-4						
Permanents		10 664					758
Services statutaires aux parlementaires	2-6						
Permanents		58 458					100
Total du portefeuille		119 988					858
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		27 729					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie	2-14						
Permanents							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 857					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	13 437					
Permanents		381					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	25 558					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		69 962					
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire							
Administration générale	2-22	71 575	433				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-22	2 284	1				
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-20	588 962					
Régie du logement	2-24	16 981			2 242		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		679 812	433		2 242		

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+/(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(957)		49 909	4 562	5 791	39 556		39 556	40 368
						4 521	4 521	4 189
199		11 621	973	6	10 643		10 643	9 795
758		59 316	509	30	58 777		58 777	59 604
		120 846	6 044	5 826	108 976	4 521	113 497	113 956
	3 540	31 269	2 641	1 383	27 245		27 245	26 645
						1 263	1 263	1 427
	64	64		6	58		58	
		2 857	87	18	2 751		2 751	2 797
						81	81	77
254		13 691		103	13 588		13 588	14 502
		381	31		350		350	318
						186	186	390
20		25 578	1 092	118	24 369		24 369	23 530
						405	405	390
274	3 604	73 840	3 851	1 627	68 362	1 936	70 298	70 077
(2 445)		69 563	13 480	6 414	49 669		49 669	52 461
	2	12			12		12	17
						2 902	2 902	1 405
526		2 811	236	5	2 570		2 570	1 932
						4	4	3
8 014		596 976	383		596 593		596 593	594 613
1 096		20 319	783	1 041	18 495		18 495	18 818
						119	119	84
7 191	2	689 681	14 881	7 461	667 339	3 026	670 365	669 334

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-42	3 622					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-46	956 758					
Régimes de retraite et d'assurances	2-44	4 418					
Permanents		333 941					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-42	278 611					
Permanents		10					
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 577 359					
Portefeuille: Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-54	212 543	185				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-54	14 463	274				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-52	749					
Jeunesse	2-56	52 596	117				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-56	8 046	229				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-52	69 974	1 541				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		359 456	2 346				
Portefeuille: Finances							
Direction du Ministère	2-124	43 759					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	145 639					
Permanents		6 343					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		195 751					

(8) L'augmentation est principalement attribuable à l'amortissement des redressements relatifs aux gains et pertes actuariels.

(9) L'augmentation s'explique principalement par une hausse des charges reliées aux avantages sociaux, à la provision pour l'équité salariale et à une hausse de la dépense d'affectation, à la suite de la décision du Secrétariat du Conseil du Trésor d'assumer la dépense envers le Fonds du verglas et le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées.

(10) La variation est attribuable aux ajustements afférents aux provisions pour les congés de maladie et de vacances.

(11) La diminution est principalement attribuable à la fin, en 2009-2010, du plan d'investissement (2005-2010) visant à investir dans la SOFIL une somme égale aux investissements supplémentaires des municipalités.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 626	303	9	3 314		3 314	3 400
						59	59	44
(956 758)		0						
(442)		3 976	2 094		1 882		1 882	1 748
	71 205	405 147	848		404 299		404 299 (8)	332 610
663 554		942 164	(1 419 047)	2 109 449	251 762		251 762 (9)	111 571
		10			10		10	9
			5 710		(5 710)		(5 710) (10)	(30 556)
(293 642)	71 205	1 354 922	(1 410 092)	2 109 457	655 557	59	655 616	418 825
48		212 776	6 259	25	206 492		206 492	199 540
	112	122			122		122	164
						13	13	19
15		14 751	2 417	16	12 318		12 318	12 085
	2	2			2		2	2
						16	16	34
		749			749		749	776
4		52 716	6 914	8	45 794		45 794	38 985
						8	8	8
4		8 279	1 549	295	6 435		6 435	6 290
						27	27	33
(5 164)		66 351	18 587	639	47 125		47 125	49 798
	990	2 066			2 066		2 066	2 092
						492	492	465
(5 094)	1 104	357 811	35 726	982	321 102	557	321 659	310 289
38		43 798	4 444	462	38 892		38 892 (11)	212 013
	2	11			11		11	10
						810	810	1 069
			1		(1)		(1)	
(82 104)		63 535	17 810	123	45 603		45 603	63 056
		6 343	1 150		5 193		5 193	5 664
						396	396	417
(82 066)	2	113 687	23 404	585	89 699	1 205	90 904	282 229

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-132	850					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		850					
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-140	26 217					
Permanents		69 893					
Administration de la justice	2-140	283 906					
Permanents		10 127					
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	11 885					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	8 210			520		
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	77 324					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		487 561			520		
Portefeuille: Revenu							
Administration fiscale	2-168	570 683					
Permanents		525 436				18	6 776
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 096 119				18	6 776
Portefeuille: Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-188	32 128					
Permanents		34					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sécurité, prévention et gestion interne	2-186	539 862					
Permanents		4 414					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-186	587 872			382		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 164 311			382		

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		850	168		682		682	825
								1
		850	168		682		682	826
1 816		28 032		302	27 730		27 730	28 370
	1 493	71 385	370		71 015		71 015	69 865
6 268		290 174		22 261	267 913		267 913	259 148
	149	10 275	579		9 697		9 697	8 958
						7 652	7 652	7 840
(283)		11 602			11 602		11 602	11 784
(111)		8 619	1	90	8 528		8 528	8 325
						124	124	93
1 261		78 585		961	77 624		77 624	75 441
						980	980	905
8 950	1 641	498 672	950	23 613	474 109	8 756	482 866	470 728
48 469		619 152	6 614	24 022	588 516		588 516	550 920
	434 854	967 083	1 751		965 333		965 333	920 993
						3 136	3 136	2 601
48 469	434 854	1 586 236	8 365	24 022	1 553 848	3 136	1 556 984	1 474 513
(460)		31 669	1 314	235	30 120		30 120	31 700
	0	35	3		31		31	28
						174	174	187
3 611		543 473	201	5 837	537 436		537 436	527 270
	12 349	16 763	89		16 674		16 674	17 902
						3 538	3 538	4 021
20 931		609 185	28 902	8 944	571 339		571 339	562 247
	667	667			667		667	1 983
						11 702	11 702	11 403
24 083	13 017	1 201 792	30 509	15 015	1 156 268	15 415	1 171 683	1 156 742

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Services gouvernementaux							
Services gouvernementaux	2-194	218 969					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		218 978					
Portefeuille: Travail							
Travail	2-216	32 116					
Permanents		2 881					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		34 997					
TOTAL DE LA MISSION		**6 005 143**	**2 779**		**3 143**	**18**	**7 634**

(12) L'augmentation est principalement attribuable aux honoraires de gestion, facturés par le Centre des services partagés du Québec, relatifs au projet Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR) et aux frais d'exploitation et d'amortissement de SAGIR.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
12 654		231 623	9 638	15 531	206 454		206 454 (12)	170 793
		10	6		4		4	10
						5 989	5 989	7 362
12 654		231 632	9 643	15 531	206 458	5 989	212 446	184 164
8 345		40 461	4 584	57	35 820		35 820	32 684
	31	2 912	141	2	2 769		2 769	2 843
						386	386	838
8 345	31	43 373	4 726	58	38 589	386	38 975	36 365
(270 834)	**525 459**	**6 273 342**	**(1 271 824)**	**2 204 177**	**5 340 988**	**44 986**	**5 385 974**	**5 188 048**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		$	$	$	$	$	$
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Finances							
Service de la dette	2-126						
Permanents		7 005 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		7 005 000					
TOTAL DE LA MISSION		**7 005 000**					
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS AVANT DÉPENSES EXCEPTIONNELLES LIÉES À LA RÉFORME COMPTABLE		**70 978 305**	**19 515**	**494 000**	**72 372**	**1 772**	**17 934**
Dépenses exceptionnelles liées à la réforme comptable							
TOTAL		**70 978 305**	**19 515**	**494 000**	**72 372**	**1 772**	**17 934**
Votés		50 726 416	19 515	494 000	72 372		
Votés ajustés à l'égard de la réforme comptable							
Permanents		20 251 889				1 772	17 934
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Ajustements négatifs de provisions							

(13) Incluant 4 329 343 (2010 3 755 240) pour le service de la dette directe et 2 661 032 (2010 2 370 987) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

(14) Incluant les revenus générés par le Fonds des congés de maladie accumulés et le Fonds du régime de rentes de survivants, lesquels sont présentés en diminution de la dépense d'intérêts.

(15) Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2011	DÉPENSES 2010 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
	64 031	7 069 031	78 656		6 990 375		6 990 375 (13)	6 126 228
						(6 514)	(6 514) (14)	(8 939)
	64 031	7 069 031	78 656		6 990 375	(6 514)	6 983 860	6 117 288
	64 031	**7 069 031**	**78 656**		**6 990 375**	**(6 514)**	**6 983 860**	**6 117 288**
	1 243 055 (15)	**72 826 952**	**1 111 314**	**3 166 151**	**68 549 487**	**157 068**	**68 706 555**	**65 981 393**
								8 374 488
	1 243 055	**72 826 952**	**1 111 314**	**3 166 151**	**68 549 487**	**157 068**	**68 706 555**	**74 355 881**
		51 312 303	777 903	3 158 934	47 375 465		47 375 465	46 316 733
								8 374 488
	1 243 055	21 514 649	308 764	7 217	21 198 669		21 198 669	19 542 360
						143 490	143 490	140 017
						13 578	13 578	20 085
			24 647		(24 647)		(24 647)	(37 802)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)	Rémunération
Assemblée nationale	112 619	108 976	86 713
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
Commissaire au lobbyisme	2 837	2 751	1 984
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	58	58	50
Directeur général des élections - Commission de la représentation	29 269	27 245	16 768
Protecteur du citoyen	13 969	13 939	11 488
Vérificateur général	25 223	24 369	19 275
	71 356	68 362	49 566
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 851 369	1 818 264	34 756
Commission municipale du Québec	2 776	2 570	2 101
Régie du logement	18 619	18 495	13 359
	1 872 764	1 839 329	50 216
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1 050 843	1 030 946	113 558
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 932	8 888	7 137
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 695	4 453	3 326
	1 064 470	1 044 287	124 022
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
Conseil du Trésor	651 468 (1)	652 242 (1)	521 889
Commission de la fonction publique	3 467	3 314	2 669
	654 934	655 557	524 557

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-42.

Conseil exécutif			
Ministère du Conseil exécutif	350 272	315 748	50 919
Commission d'accès à l'information	5 869	5 355	4 219
	356 141	321 102	55 138
Culture, Communications et Condition féminine			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	634 339	631 258	30 025
Commission des biens culturels du Québec	585	484	297
Conseil du statut de la femme	4 465	4 090	2 900
Conseil supérieur de la langue française	1 525	1 375	732
Office québécois de la langue française	23 244	20 355	14 276
	664 158	657 563	48 231

(A) Excluant l'amortissement des immobilisations, l'utilisation des stocks et une dépense négative de 6 514 du service de la dette qui ne requièrent pas de crédits.
(B) Ces dépenses comprennent l'amortissement (inclus dans la supercatégorie «Fonctionnement»), l'utilisation des stocks (incluse dans les supercatégories «Fonctionnement» et «Transfert»), ainsi qu'un montant négatif de 6 514 (inclus dans la supercatégorie «Service de la dette»).

Fonctionnement (A)	Créances douteuses et autres provisions	Transfert (A)	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
22 258		5			4 521	113 497
767					81	2 832
7						58
6 804		3 673			1 263	28 508
2 451					186	14 125
5 094					405	24 774
15 123		3 673			1 936	70 298
16 388		1 727 103	40 017		2 902	1 821 167
469					4	2 574
5 137					119	18 615
21 994		1 727 103	40 017		3 026	1 842 355
50 489	4 534	862 365			12 889	1 043 835
1 750					239	9 126
1 129	(3)				32	4 465
53 369	4 531	862 365			13 159	1 057 446
38 193		25 482	66 679			652 242
646					59	3 373
38 839		25 482	66 679		59	655 616
16 444	125	248 260			529	316 277
1 136					27	5 382
17 580	125	248 260			557	321 659
16 634	397	584 202			1 522	632 780
187						484
1 190					15	4 105
628		15			6	1 381
4 339		1 740			217	20 572
22 978	397	585 958			1 759	659 322

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Développement durable, Environnement et Parcs			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	209 874	209 854	91 968
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 480	5 318	3 415
	215 354	215 172	95 383
Développement économique, Innovation et Exportation	1 046 055	791 917	57 753
Éducation, Loisir et Sport			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (1)	15 104 214 (2)	15 170 666 (2)	93 329
Conseil supérieur de l'éducation	2 536	2 536	2 060
	15 106 749	15 173 202	95 389
Emploi et Solidarité sociale	4 359 146	4 352 206	171 794
Famille et Aînés			
Ministère de la Famille et des Aînés	2 132 921 (1)	2 205 711 (1)	27 960
Curateur public	50 757	49 173	36 504
	2 183 678	2 254 884	64 464
Finances	7 180 752	7 080 073	44 676
Immigration et Communautés culturelles			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	179 994	170 731	77 847
Conseil des relations interculturelles	847	682	450
	180 841	171 412	78 296

(1) Incluant les données financières de la Commission consultative de l'enseignement privé
(2) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-92

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-112

+ Fonctionnement (A)+	Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert (A)+	Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
69 304	5	48 577			12 657	222 511
1 903					25	5 343
71 207	5	48 577			12 682	227 854
24 818	95 122	614 224			966	792 884
46 650	(18 858)	15 049 545			21 844	15 192 510
475					19	2 555
47 125	(18 858)	15 049 545			21 863	15 195 065
95 300	4 689	2 986 061	1 094 362		106	4 352 313
15 163	(8)	2 162 596			5 523	2 211 234
12 661	7				1 550	50 723
27 825	0	2 162 596			7 073	2 261 957
25 072	(1)	19 501	450	6 990 375	(5 309)	7 074 764
49 184		43 700			3 783	174 514
232						682
49 416		43 700			3 784	175 196

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Justice			
Ministère de la Justice (1)	611 795	611 132	219 965
Comité de la rémunération des juges	336	336	
Directeur des poursuites criminelles et pénales	77 624	77 624	57 289
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 563	14 563	10 879
Conseil de la magistrature	2 233	1 948	347
Office de la protection du consommateur	8 528	8 528	6 039
	715 079	714 130	294 519
Relations internationales	115 975	115 905	57 988
Ressources naturelles et Faune	630 191 (1)	663 856 (1)	158 484
Revenu	1 560 780	1 553 848	361 933
Santé et Services sociaux			
Ministère de la Santé et Services sociaux (1)	20 852 769 (2)	21 017 573 (2)	54 129
Office des personnes handicapées du Québec	12 641	12 641	8 547
Régie de l'assurance maladie du Québec	7 682 978	7 476 228	
	28 548 387	28 506 442	62 676
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique	1 139 732	1 130 946	530 340
Bureau du coroner	7 591	7 591	2 902
Régie des alcools, des courses et des jeux	13 533	13 529	10 580
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 202	4 201	2 712
	1 165 058	1 156 268	546 534
Services gouvernementaux	215 889	206 458	10 871

(1) Incluant les données financières du Tribunal des droits de la personne et du Tribunal des professions.

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-158.

(1) Incluant les données financières du Commissaire à la santé et au bien-être.
(2) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-174.
(3) Excluant 7 113 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

Fonctionnement (A)	Créances douteuses et autres provisions	Transfert (A)	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
146 985	4 430	227 752	12 001		7 652	618 784
336						336
20 335					980	78 604
3 684					283	14 846
1 601						1 948
2 388		101			124	8 652
175 328	4 430	227 853	12 001		9 039	723 170
27 381		30 536			3 794	119 699
186 093	842	32 441	285 995		18 694	682 550
133 844	933 000	8 108	116 963		3 136	1 556 984
74 685		20 888 759 (3)			7 824	21 025 397
3 137		957			151	12 792
		7 476 228				7 476 228
77 822		28 365 944			7 975	28 514 417
273 348		86 465	240 794		15 240	1 146 187
4 688						7 591
2 918	31				174	13 704
1 489						4 201
282 444	31	86 465	240 794		15 415	1 171 683
190 639		4 948			5 989	212 446

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Tourisme	148 431	140 365	
Transports			
Ministère des Transports	2 669 975	708 905	109 010
Commission des transports du Québec	12 014	10 680	7 925
	2 681 989	719 585	116 935
Travail			
Ministère du Travail	30 169	28 994	8 539
Commission de l'équité salariale	7 676	6 324	4 112
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	628	508	341
Conseil des services essentiels	2 890	2 763	1 981
	41 363	38 589	14 973
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**70 892 160**	**68 549 487**	**3 171 110**

(1) Excluant 6 465 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne «Dépenses ne nécessitant pas de crédits».

(1) Excluant 6 465 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

(2) Excluant 7 113 pour l'utilisation des stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

(3) Excluant une dépense négative de 6 514 afférente aux intérêts sur le régime des rentes de conjoints survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés, laquelle est présentée dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

+ Fonctionnement (A)	+ Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert (A)	Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
		78 571	61 794			140 365
324 198 (1)	(68)	275 485	280		24 704	733 608
2 755					1 753	12 433
326 953	(68)	275 485	280		26 456	746 041
4 974		15 480			248	29 242
2 212					126	6 450
167						508
782					12	2 775
8 135		15 480			386	38 975
1 941 542 (1)	**1 024 246**	**53 502 880** (2)	**1 919 335**	**6 990 375** (3)	**157 068**	**68 706 555**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (A)	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises	310	50
Établissements de santé et de services sociaux	12 574 789	5 729 569
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	11 134 567	1 672 818
Municipalités et organismes municipaux		106
Organismes à but non lucratif	1 369	43 375
Personnes:		
Sécurité du revenu	0	
Assurance maladie		
Autres		6
Organismes et entreprises du gouvernement	6 058 767	669 719
	29 769 802	**8 115 643**

RÉPARTITION:

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	20 046	5 022
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 000	10 000
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	25 327	
6	Conseil exécutif		2 146
7	Culture, Communications et Condition féminine	122 438	73 306
8	Développement durable, Environnement et Parcs		5 937
9	Développement économique, Innovation et Exportation	17 250	54 119
10	Éducation, Loisir et Sport	11 126 463	1 678 811
11	Emploi et Solidarité sociale	4 746	2 048
12	Famille et Aînés		33 082
13	Finances	11 436	2 491
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	73 026	18 304
16	Relations internationales	935	1 057
17	Ressources naturelles et Faune		
18	Revenu		
19	Santé et Services sociaux	18 251 083	6 158 373
20	Sécurité publique		7 151
21	Services gouvernementaux		
22	Tourisme	28 390	20 151
23	Transports	29 770	42 357
24	Travail	13 893	1 289
		29 769 802	**8 115 643**

(A) Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

(B) Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

(C) Les chiffres comparatifs pour le ministère des Transports ont été redressés afin de tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011.

Capital (B)		Intérêts	Support	2011	2010	(C)
Principal	Autres					
9 460	33 086	4 321	1 783 472	1 830 698	1 817 457	
465 057	182 361	293 965	167 168	19 412 908	18 489 913	
630 509	231 794	497 261	404 871	14 571 820	14 005 278	
260 640	7 038	270 851	1 111 434	1 650 070	1 608 378	
115 204	32 580	95 614	3 136 854	3 424 997	3 137 262	
			2 910 080	2 910 080	2 910 738	
			1 856 566	1 856 566	2 015 906	
11 558	36 245	1 852	872 266	921 928	829 387	
69 381	23 642	46 970	62 448	6 930 928	6 857 136	
1 561 810	**546 745**	**1 210 835**	**12 305 160**	**53 509 994**	**51 671 456**	
			5	5	10	1
			3 673	3 673	3 074	2
324 934	38 057	324 813	1 014 233	1 727 103	1 684 200	3
125	19 462	134	787 644	862 365	903 327	4
			156	25 482	22 740	5
9 582		4 850	231 682	248 260	232 878	6
88 336		44 293	257 586	585 958	585 727	7
18 499	480	9 516	14 144	48 577	46 879	8
1 857	31 943	3 902	505 154	614 224	565 752	9
615 142	232 758	495 208	901 163	15 049 545	14 403 645	10
	280		2 978 987	2 986 061	2 986 960	11
14 049	1 136	10 159	2 104 170	2 162 596	1 968 851	12
			5 574	19 501	190 385	13
			43 700	43 700	38 840	14
	523		135 999	227 853	219 923	15
			28 544	30 536	29 595	16
2 044		931	29 466	32 441	34 389	17
			8 108	8 108	3 399	18
465 010	203 376	293 890	3 001 325	28 373 057	27 302 818	19
586			78 729	86 465	85 419	20
			4 948	4 948	5 332	21
13 497		16 532		78 571	81 915	22
8 150	18 730	6 606	169 872	275 485	263 962	23
			299	15 480	11 436	24
1 561 810	**546 745**	**1 210 835**	**12 305 160**	**53 509 994**	**51 671 456**	
	2 108 555					

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	2011	2010 (A)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					40 017	40 017	55 511
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		64 821		1 858		66 679	1 013
Emploi et Solidarité sociale	113 829	63 889	10 593	900	905 152	1 094 362	1 101 270
Finances		450				450	450
Justice					12 001	12 001	16 519
Ressources naturelles et Faune	70 909	75 078	6 236	8 564	125 209	285 995	316 219
Revenu		67 401	49 562			116 963	114 277
Sécurité publique	188 777	46 904	5 113			240 794	235 141
Tourisme	15 753	13 371	200	286	32 184	61 794	62 637
Transports		280				280	3 380
	389 267	**332 194**	**71 703**	**11 608**	**1 114 563**	**1 919 335**	**1 906 417**

(A) Les chiffres comparatifs pour le ministère des Transports ont été redressés afin de tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobilisations	Rémunération totale
Assemblée nationale	86 713			86 713	765	87 477
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	49 566			49 566		49 566
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	50 216	20 046		70 261	214	70 475
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 022	45 000		169 022	758	169 779
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	524 557	25 327		549 884		549 884
Conseil exécutif	55 138			55 138		55 138
Culture, Communications et Condition féminine	48 231	122 438		170 668		170 668
Développement durable, Environnement et Parcs	95 383			95 383	1 026	96 409
Développement économique, Innovation et Exportation	57 753	17 250		75 003	371	75 374
Éducation, Loisir et Sport	95 389	11 126 463		11 221 853	607	11 222 460
Emploi et Solidarité sociale	171 794	4 746	113 829	290 368		290 368
Famille et Aînés	64 464			64 464	267	64 731
Finances	44 676	11 436		56 112		56 112
Immigration et Communautés culturelles	78 296			78 296	4	78 300
Justice	294 519	73 026		367 545	2 476	370 021
Relations internationales	57 988	935		58 923		58 923
Ressources naturelles et Faune	158 484		70 909	229 393	4 306	233 699
Revenu	361 933			361 933	2	361 935
Santé et Services sociaux	62 676	18 251 083		18 313 759		18 313 759
Sécurité publique	546 534		188 777	735 311	2 187	737 498
Services gouvernementaux	10 871			10 871		10 871
Tourisme		28 390	15 753	44 143		44 143
Transports	116 935	29 770		146 704	1 340	148 044
Travail	14 973	13 893		28 866		28 866
	3 171 110	**29 769 802**	**389 267**	**33 330 179**	**14 323**	**33 344 501**

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-11
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2-41
Conseil exécutif	2-51
Culture, Communications et Condition féminine	2-61
Développement durable, Environnement et Parcs	2-70
Développement économique, Innovation et Exportation	2-79
Éducation, Loisir et Sport	2-88
Emploi et Solidarité sociale	2-103
Famille et Aînés	2-111
Finances	2-119
Immigration et Communautés culturelles	2-131
Justice	2-138
Relations internationales	2-149
Ressources naturelles et Faune	2-155
Revenu	2-166
Santé et Services sociaux	2-173
Sécurité publique	2-184
Services gouvernementaux	2-193
Tourisme	2-200
Transports	2-206
Travail	2-215

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 747	2 608
Divers		3
	2 747	2 611
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 747	2 608
		3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	47	313
	47	317
Total des revenus autonomes	47	317
Total des revenus	**47**	**317**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**Secrétariat général et affaires parlementaires**			
1. Secrétariat général et affaires juridiques					
Permanents(1)	5 251			4 868	3 953
2. Affaires parlementaires et bibliothèque					
Permanents(1)	6 370		6	5 775	4 814
TOTAL	11 621		6	10 643	8 768
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité**			
1. Affaires informationnelles et institutionnelles					
Permanents(1)	7 084	4		5 909	4 810
2. Affaires administratives et sécurité					
Permanents(1)	42 825	1	5 786	33 647	25 863
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 521	
TOTAL	49 909	5	5 786	44 077	30 673
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1)					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.							
914							384
961							589
1 875							973
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.							
1 100							1 171
7 784							3 392
4 521							
13 404							4 562

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-22		**Services statutaires aux parlementaires**			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	17 583			17 583	17 583
Permanents(2)	10 225	30		10 049	1 084
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(2)	23 588			23 461	21 323
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(2)	2 328			2 285	1 883
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(1)	5 592			5 398	5 398
TOTAL	59 316	30		58 777	47 272

(1) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1).

(2) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	120 846	35	5 791	108 976	86 713
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 521	
TOTAL	**120 846**	**35**	**5 791**	**113 497**	**86 713** (1)

(1) Incluant 6 203 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

8 964							146
2 133		5					126
402							43
							194
11 500		5					509
22 258		5					6 044
4 521							
26 779		**5**					**6 044**

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	50		
Total des crédits et dépenses	**50**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		5			5	10
		5			**5**	**10**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	50	5	10
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**5**	**10**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Autres		
Divers		4
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	391	688
Divers	67	69
	457	757
Intérêts		
Divers		3
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi régissant le financement des partis politiques	124	13
	124	13
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	106	438
Contributions volontaires	147	52
	253	489
	834	1 262
Total des revenus autonomes	834	1 266
Total des revenus	**834**	**1 266**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	13 691		103	13 588	11 138
Permanents(1)	381			350	350
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				186	
TOTAL	14 072		103	14 125	11 488
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	25 578		118	24 369	19 275
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				405	
TOTAL	25 578		118	24 774	19 275
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	20 184		231	17 865	13 945
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				542	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	65			60	
3. Activités électorales					
Permanents(1)	11 021		1 152	9 321	2 823
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				721	
TOTAL	31 269		1 383	28 508	16 768
(1) Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3)					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.							
2 451							31
186							
2 637							31
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.							
5 094						756	336
405							
5 499						756	336
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.							
3 920							2 088
542							
60							5
2 824		3 673					548
721							
8 067		3 673					2 641

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 857		18	2 751	1 984
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				81	
TOTAL	2 857		18	2 832	1 984
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**			
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	64		6	58	50
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)					
TOTAL	64		6	58	50

(1) Loi sur le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	42 126	239	40 708	32 397
Permanents	31 714	1 388	27 653	17 169
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)			1 936	
TOTAL	**73 840**	**1 627**	**70 298**	**49 566** (1)

(1) Incluant 8 010 à l'égard de 72 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

767							87
81							
849							87

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

7							
7							

8 312						756	423
6 811		3 673					2 672
1 936							
17 059		**3 673**				**756**	**3 095**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	3 450		
Remboursement des dépenses électorales	224		
Total du programme 3	3 673		
Total des crédits et dépenses	**3 673**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		3 450			3 450	2 869
		224			224	205
		3 673			3 673	3 074
		3 673			**3 673**	**3 074**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	3 673	3 673	3 074
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 673**	**3 673**	**3 074**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Droits et permis			
Autres			
Frais exigibles par la Régie du logement	4 846		4 779
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Divers	28		29
Intérêts			
Prêts à des municipalités et organismes municipaux			1 595
Divers	6		7
	6		1 602
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	396		59
Subventions d'années antérieures	543		40
	940		99
	974		1 730
Total des revenus autonomes	5 820		6 509
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructures	6 865		11 013
Infrastructures 2008	151 086	(1)	14 728
Fonds de stimulation de l'infrastructure	377 550	(2)	3 864
Infrastructures 2005	72 280	(3)	55 169
Programme d'infrastructures de loisirs	30 418	(4)	65
	638 200		84 839
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructures	6 865		11 013
Infrastructures 2008	151 086	(1)	14 728
Fonds de stimulation de l'infrastructure	377 550	(2)	3 864
Infrastructures 2005	72 280	(3)	55 169
Programme d'infrastructures de loisirs	30 418	(4)	65
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**5 820**		**6 509**

(1) L'augmentation s'explique par l'affectation de sommes additionnelles au volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure conclue le 3 septembre 2008.

(2) L'augmentation est attribuable à l'entente relative au Fonds de stimulation de l'infrastructure conclue le 28 juillet 2009 et également à celle conclue le 16 juin 2009 en regard du Programme de renouvellement des conduites. Le fonds a pour objectif de limiter les répercussions de la récession économique mondiale.

(3) L'augmentation s'explique principalement par la prolongation des travaux réalisés dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale. La réalisation de plusieurs projets a été reportée jusqu'en 2011-2012.

(4) L'augmentation s'explique par l'entente conclue le 11 août 2009 visant à atténuer les effets de la récession mondiale en faisant augmenter la valeur totale des activités de construction liées aux infrastructures de loisirs.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Promotion et développement de la Métropole**			
1. Aide au développement de la métropole	114 345			114 222	
2. Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	18 942	1 258		17 684	
Permanents(1)	451				
TOTAL	133 738	1 258		131 906	
(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**Modernisation des infrastructures municipales**			
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	86 747		1 184	85 354	1 826
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	391 938			389 715	35
TOTAL	478 685		1 184	475 069	1 860
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**			
1. Compensation tenant lieu de taxes	312 174			312 174	
2. Aide financière aux municipalités	20 938			20 555	
3. Mesures financières du partenariat fiscal	263 864			263 864	
TOTAL	596 976			596 593	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.							
		114 222			123		
		17 684					
							451
		131 906			123		451
Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit accumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement en travaux similaires pour les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.							
572		82 957				31	178
26		389 655			2 122		100
597		472 611			2 122	31	278
Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, ainsi que ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.							
		312 174					
		20 555			383		
		263 864					
		596 593			383		

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**Administration générale**			
1. Direction	3 999			3 457	2 369
Permanents(1)	12			12	
2. Gestion	65 564	2	6 412	46 212	30 527
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 902	
TOTAL	69 575	2	6 412	52 583	32 896
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		**Développement des régions et ruralité**			
1. Soutien au développement local et régional	123 495			102 878	
TOTAL	123 495			102 878	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		**Commission municipale du Québec**			
1. Commission municipale du Québec	2 811		5	2 570	2 101
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4	
TOTAL	2 811		5	2 574	2 101
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**Habitation**			
1. Société d'habitation du Québec	468 624			462 137	
TOTAL	468 624			462 137	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.							
447		641			200	341	
12							
15 331		354			863	1 207	10 870
2 902							
18 693		994			1 063	1 548	10 870
Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et à la ruralité.							
		62 862	40 017		616		20 000
		62 862	40 017		616		20 000
Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes.							
469					139	67	30
4							
473					139	67	30
Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.							
		462 137			6 487		
		462 137			6 487		

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22		**Régie du logement**			
1 Régie du logement	20 319		1 041	18 495	13 359
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				119	
TOTAL	20 319		1 041	18 615	13 359
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 893 759	1 260	8 643	1 839 318	50 216
Permanents	463			12	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 026	
TOTAL	**1 894 222**	**1 260**	**8 643**	**1 842 355**	**50 216** (1)

(1) Incluant 11 977 à l'égard de 106 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

5 137					116	8	659
119							
5 256					116	8	659
21 982		1 727 103	40 017		11 048	1 654	31 836
12							451
3 026							
25 019		**1 727 103**	**40 017**		**11 048**	**1 654**	**32 288**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 684	3 537	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	13 597		
Fonds de développement de la Métropole	18 503	1 221	25
Grand Montréal Bleu	310		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de Métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 936		
Soutien au développement économique de Montréal	35 000		
Total du programme 1	132 029	4 758	25
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	4 447		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	810		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	360		
Infrastructures municipales en milieu nordique	15 891		
Infrastructures Québec-Municipalités	72 060	629	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	375 453	1 641	
Programme d'infrastructures de loisirs	934		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	4 345		
Autres	385		
Total du programme 2	474 686	2 269	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	941		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 545		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 647		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	285 230		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	24 296		
Mesures financières du partenariat fiscal	263 864		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 996		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 396		
Soutien au regroupement municipal	773		
Autres	7 287		
Total du programme 3	596 976		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 194	3	8
Total du programme 4	1 194	3	8
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Communautés rurales branchées	989	478	
Économie sociale	1 475		
Fonds conjoncturel de développement	2 322	12	
Politique nationale de la ruralité	40 278	1 332	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	723		
Soutien aux territoires en difficulté	11 638		
Villages branchés du Québec	6 054		
Autres			
Total du programme 5	63 478	1 822	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		14 147			17 684	17 504
13 597					13 597	15 449
3	5 805	11 449			18 503	18 203
	310				310	313
	25 000				25 000	25 000
	21 812				21 812	21 579
	35 000				35 000	25 000
13 600	87 927	25 596			131 906	123 048
	4 447				4 447	1 668
	810				810	
	314	46			360	
	15 891				15 891	13 910
1 668	55 782	13 981			72 060	59 527
849	367 345	3 544			373 379	378 060
42	772	120			934	
	4 345				4 345	
		385			385	1 613
2 558	449 707	18 077			472 611	454 779
	858				858	857
	4 545				4 545	4 538
201	2 447				2 647	2 465
	285 230				285 230	283 762
	24 296				24 296	23 736
	263 864				263 864	263 840
	5 996				5 996	5 998
	1 396				1 396	1 374
	379	395			773	3 199
	3 866	3 121			6 987	4 843
201	592 877	3 516			596 593	594 613
8	45	932			994	2 121
8	45	932			994	2 121
	53	217			748	5 264
	800	675			1 475	1 347
30	320	1 959			2 322	3 560
262	35 114	3 195			39 903	40 473
	23	699			723	2 030
	11 433	205			11 638	6 659
	5 513	541			6 054	3 877
						5 740
292	53 256	7 492			62 862	68 948

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	41 780		
Aide au logement social, communautaire et abordable	391 303		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	470	336	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	35 071		
Total du programme 7	468 624	336	
Total des crédits et dépenses	**1 736 987**	**9 187**	**33**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		182	41 598		41 780	38 013
		247 858	143 446		391 303	369 560
		134			470	414
				28 584	28 584	32 704
		248 173	185 044	28 584	462 137	440 691
16 659	**1 183 812**	**303 785**	**185 044**	**28 584**	**1 727 103**	**1 684 200**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	20 046	20 046	20 965
Fonctionnement	5 508	5 022	8 291
Capital	365 307	362 991	355 195
Intérêt	325 019	324 813	305 962
Support	1 021 108	1 014 233	993 788
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 736 987**	**1 727 103**	**1 684 200**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	60 017	40 017	55 511
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**60 017**	**40 017**	**55 511**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	115	68
Autres		
Études de dossiers	576	486
Demande d'autorisation - Zone agricole	612	608
Commercialisation des grains	212	216
Mise en marché	102	141
Abattoir et atelier	236	229
Inséminateurs	46	69
Acte déclaratoire - CPTAQ	116	116
Pêche commerciale	88	113
Préparation ou mise en conserve du poisson	64	67
Restauration et ventes au détail d'aliments	12 250	11 295
Divers	65	77
	14 368	13 416
	14 483	13 484
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	41	50
Eau	79	93
Cale de halage	57	60
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	582	565
Aide technique et soutien	70	73
Autres aides à l'agriculteur	986	1 038
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 908	3 570
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	1 009	8 075
Divers	118	118
	11 982	19 774
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 908	3 570
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	1 009	8 075
	1 933	1 997
Intérêts		
Divers	35	45
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	556	420
Subventions d'années antérieures	1 321	653
Divers	19	10
	1 895	1 083
	3 863	3 125
Total des revenus autonomes	18 346	16 610

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	152 997	160 186
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9	
	153 006	160 186
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	152 997	160 186
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9	
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**18 348**	**16 610**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	270 076	2	66	252 817	41 531
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	23 273	1 539	596	20 197	6 278
3. Institut de technologie agroalimentaire	20 157		717	19 236	16 346
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	57 015		198	55 672	24 138
5. Direction et services à la gestion	94 493		35 069	49 957	25 265
Permanents(1)	1 385			1 385	
Permanents(2)	1 677			1 677	
Permanents(3)	18				
Permanents(4)	10			6	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12 889	
TOTAL	468 103	1 541	36 646	413 835	113 558

(1) Loi sur le financement de la pêche commerciale (L.R.Q., c. F-1.3).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).
(4) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Organismes d'État**			
1. La Financière agricole du Québec	1 010 000	347 813 (1)		630 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 182		236	8 888	7 137
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				239	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 724		28	4 456	3 326
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				32	
Ajustements négatifs de provisions				(3)	
TOTAL	1 023 906	347 813	264	643 611	10 464

(1) Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.							
7 123		204 162			6 449	643	10 099
1 086	1 472	11 362			38	386	516
2 139		751			42	28	134
15 443		16 090			180	723	243
24 691					88	925	8 453
	1 385						
	1 677						
							18
6							4
12 889							
63 378	4 534	232 365			6 797	2 706	19 467
Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.							
		630 000					32 187
1 750					33	11	14
239							
1 129					55	185	1
32							
	(3)						
3 150	(3)	630 000			88	196	32 202

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 488 919	349 353	36 910	1 041 221	124 022
Permanents	3 090			3 068	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				13 159	
Ajustements négatifs de provisions				(3)	
TOTAL	**1 492 009**	**349 353**	**36 910**	**1 057 446**	**124 022** (1)

(1) Incluant 14 846 à l'égard de 143 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
53 363	1 472	862 365			6 885	2 902	51 647
6	3 062						22
13 159							
	(3)						
66 528	**4 531**	**862 365**			**6 885**	**2 902**	**51 669**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	21 719	2 513	
Amélioration de la santé animale	14 257	13 126	
Appui à la formation	971	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 363	7 241	
Appui au développement en région	28 008	6 383	
Appui au secteur de la transformation	16 277	8 816	
Prime-Vert	33 107	21 516	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	118 869	118 793	
Traçabilité des aliments			
Autres	3 500	951	
Total du programme 1	248 071	179 350	
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	630 000	575 000	
Total des crédits et dépenses	**878 071**	**754 350**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
3 369		15 307			21 189	21 243
765		301			14 192	14 517
42		844			896	2 197
322		3 798			11 362	11 619
263	146	11 439			18 230	14 403
189	39	5 871			14 915	7 297
47		8 012			29 576	25 494
		76			118 869	114 379
						3 604
35	27	2 122			3 136	3 574
5 032	212	47 771			232 365	218 327
				55 000	630 000	685 000
5 032	**212**	**47 771**		**55 000**	**862 365**	**903 327**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	45 000	45 000	45 000
Fonctionnement	10 000	10 000	10 000
Capital	19 588	19 587	17 485
Intérêt	135	134	140
Support	803 348	787 644	830 702
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**878 071**	**862 365**	**903 327**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - Organismes autonomes et fonds spéciaux	4 331	4 237
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	196	
	4 527	4 238
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	196	
	4 331	4 238
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 147	9 412
	5 479	13 649
Total des revenus autonomes	5 479	13 649
Total des revenus	**5 479**	**13 649**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Secrétariat du Conseil du trésor**			
1. Soutien au Conseil du trésor	54 580	2	3 494	51 084	27 345
Permanents(1)	10			10	
2. Fonctions gouvernementales	14 599			14 599	
Ajustements négatifs de provisions				(5 710) (2)	(5 710)
3. Fonds dédiés aux sinistres	66 679			66 679	
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes					
5. Provision pour passif environnemental	686 906	2 096 526 (3)			
6. Provision pour l'équité salariale	119 400	9 427 (4)		119 400	119 400
TOTAL	942 174	2 105 955	3 494	246 062	141 035

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Ajustements négatifs de provisions afférents aux provisions de maladie et de vacances.
(3) Incluant 683 196 relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010 et 1 413 330 portés à la dette nette pour un passif environnemental à l'égard des terrains contaminés existants au 31 mars 2006.
(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Commission de la fonction publique**			
1. Commission de la fonction publique	3 626		9	3 314	2 669
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				59	
TOTAL	3 626		9	3 373	2 669

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles, ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, notamment en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

23 584		156					
10							
14 599							
			66 679				
							(1 409 620)
							(9 427)
38 193		156	66 679				(1 419 047)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission lui permettant de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis et d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

646						104	199
59							
705						104	199

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	30 186			30 186	30 186
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	24 009			24 009	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	219 534			219 534	219 534
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	3 976			1 882	565
Permanents(4)	12			12	12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	12 566			12 566	12 566
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	10 566			9 718	9 718
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	24 950			24 950	24 950
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	83 322			83 322	83 322
TOTAL	409 123			406 181	380 854

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q., 1970, c. 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).
(7) Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

		24 009					
		1 317					2 094
							848
		25 327					2 942

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2010-2011					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures					
TOTAL					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	949 766	2 105 955	3 502	256 959	149 978
Permanents	405 156			404 308	380 289
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				59	
Ajustements négatifs de provisions				(5 710)	(5 710)
TOTAL	**1 354 922**	**2 105 955**	**3 502**	**655 616**	**524 557** (1)

(1) Incluant 6 418 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

38 829		1 473	66 679			104	(1 416 754)
10		24 009					848
59							
38 897		**25 482**	**66 679**			**104**	**(1 415 906)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	156		5
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 349		922
Régime de retraite de certains enseignants	24 009		
Total du programme 3	27 358		922
Total des crédits et dépenses	**27 514**		**927**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
1		150			156	153
395					1 317	1 104
24 009					24 009	21 483
24 405					25 327	22 587
24 406		**150**			**25 482**	**22 740**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	27 358	25 327	22 587
Support	156	156	153
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**27 514**	**25 482**	**22 740**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Fonctionnement	64 821	64 821	1
Capital			201
Intérêt	1 858	1 858	811
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**66 679**	**66 679**	**1 013**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	38	185
Divers	2	12
	40	197
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	38	185
	2	12
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	95	29
Subventions d'années antérieures	371	295
	466	323
	468	335
Total des revenus autonomes	468	335
Total des revenus	**468**	**335**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**			
1 Cabinet du lieutenant-gouverneur	749			749	673
TOTAL	749			749	673
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**			
1 Cabinet du premier ministre	5 198			4 789	3 686
Permanents(1)	442			442	
2 Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 742			10 399	8 829
3 Direction générale de l'administration	20 094	4	632	16 318	8 950
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				492	
4 Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 624			1 624	1 624
5 Secrétariat à la communication gouvernementale	16 524		3	15 620	15 340
6 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	12 793				
TOTAL	68 417	4	635	49 684	38 429

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

76							
76							

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

693		410			130	11	269
442							
1 350		220			359	553	431
7 368					1 772	663	706
492							
280					24	276	601
					4 688		8 105
10 625		630			6 973	1 503	10 111

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**Affaires intergouvernementales canadiennes**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques	559		3	418	256
Permanents(1)	2			2	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				6	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 630		14	4 594	2 973
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				11	
3. Représentation du Québec au Canada	2 209			2 083	1 311
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 352			5 224	765
TOTAL	14 753		16	12 336	5 305
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**Affaires autochtones**			
1. Secrétariat aux affaires autochtones	212 776	17	8	206 492	3 543
Permanents(1)	105			105	
Permanents(2)	17			17	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				13	
TOTAL	212 898	17	8	206 627	3 543
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les gouvernements des provinces et des territoires du Canada.							
106		56			17		122
2							
6							
1 380		241			639	264	1 120
11							
772					11		116
57		4 401			6		123
2 333		4 696			672	264	1 481
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.							
2 981	108	199 860			618	194	5 448
105							
	17						
13							
3 099	125	199 860			618	194	5 448

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	51 948		8	45 184	1 528
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
2. Conseil permanent de la jeunesse	768			610	464
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1	
TOTAL	52 716		8	45 802	1 992
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		**Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information**			
1. Réforme des institutions démocratiques	1 191			694	668
2. Commission d'accès à l'information	6 531		295	5 355	4 219
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				27	
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	556			387	309
TOTAL	8 279		295	6 462	5 196
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	355 622	21	962	318 913	53 514
Permanents	2 189			2 189	1 624
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				557	
TOTAL	**357 811**	**21**	**962**	**321 659**	**55 138** (1)

(1) Incluant 13 562 à l'égard de 115 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.							
634		43 022			5 847	115	794
7							
145					8		150
1							
787		43 022			5 856	115	943
Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.							
26					308	44	146
1 136					91	176	615
27							
27		50			75		94
1 216		50			474	220	855
17 030	108	248 260			14 593	2 296	18 838
549	17						
557							
18 136	**125**	**248 260**			**14 593**	**2 296**	**18 838**

CONSEIL EXÉCUTIF

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP			
Autres	860		
Total du programme 2	860		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	825		
Centre de la francophonie des Amériques	2 146		
Organismes francophones hors-Québec	1 483		
Soutien à la recherche	965		
Autres	73		
Total du programme 3	5 492		
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	105 687	7 340	
Entente avec la nation Naskapi	950		
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	17 690		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	46 483		
Financement global des villages nordiques	12 935		
Fonds d'initiatives autochtones	11 883	1 020	
Fonds de développement pour les autochtones	7 147	219	
Organismes autochtones	1 717	168	
Autres	73		
Total du programme 4	204 564	8 747	
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	48 729		180
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Total des crédits et dépenses	**259 694**	**8 747**	**180**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
						175
19		436		175	630	485
19		436		175	630	660
46	16	744	1		807	871
				2 146	2 146	2 224
28		1 420			1 448	1 241
125		115			241	285
10	1	45			56	72
210	17	2 324	1	2 146	4 698	4 694
	15 445	82 050			104 835	99 379
	463	463			927	787
	5 796	11 766			17 562	17 623
	46 482				46 482	44 536
	12 935				12 935	12 654
	6 300	1 572	3		8 895	8 670
	3 409	3 059			6 687	6 555
34	496	761	6		1 465	1 643
2	9	61			72	73
36	91 335	99 733	9		199 860	191 921
220	10 723	31 899			43 022	35 508
		50			50	95
485	**102 075**	**134 443**	**10**	**2 321**	**248 260**	**232 878**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Fonctionnement	2 146	2 146	2 224
Capital	9 814	9 582	9 333
Intérêt	5 000	4 850	5 117
Support	242 734	231 682	216 204
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**259 694**	**248 260**	**232 878**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	14		16
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 555		846
Financement des unités autonomes de service	863		925
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	10 000	(1)	
Divers			2
	12 432		1 789
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	14		16
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 555		846
Financement des unités autonomes de service	863		925
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	10 000	(1)	
			2
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	229		416
Subventions d'années antérieures	292		111
Divers			15
	521		541
	521		543
Total des revenus autonomes	521		543
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Fonds de stimulation de l'infrastructure	5 517		2 982
Infrastructures 2008	5 323		6 124
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	306		597
	11 145		9 703
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Infrastructures 2008	5 323		6 124
Fonds de stimulation de l'infrastructure	5 517		2 982
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	306		597
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**521**		**543**

(1) L'augmentation est attribuable à l'entente conclue en juin 2010 avec la Société des loteries du Québec pour la création d'un compte à fin déterminée intitulé «Compte pour le soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal» (décret 491-2010) en 2010-2011.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec**			
1. Gestion interne et soutien	131 073		71 617	39 141	25 922
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 450	
2. Centre de conservation du Québec	3 010		35	2 974	1 968
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				45	
3. Commission des biens culturels du Québec	585			484	297
TOTAL	134 678		71 651	44 104	28 187
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**			
1. Action culturelle et communications	169 437			169 437	
2. Musées nationaux	68 846			68 622	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	19 342			19 161	
4. Société de développement des entreprises culturelles	68 580			68 512	
5. Société de télédiffusion du Québec	61 269			60 872	
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	87 457			87 386	
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	78 260			77 247	
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	27 384			27 282	
TOTAL	580 575			578 518	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

13 220					409	5	19 902
10							
1 450							
1 006							1
45							
187					8	93	
15 917					417	98	19 903

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

		169 437					
		58 622			195		29
		19 161			182		
	397	68 116			68		
		60 872			396		
		87 386			71		
		77 247			1 013		
		27 282			103		
	397	578 122			2 027		29

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	2 093		3	1 918	791
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4	
2. Office québécois de la langue française	23 434		189	20 355	14 276
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				217	
3. Conseil supérieur de la langue française	1 534		2	1 375	732
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				6	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	86				
TOTAL	27 146		193	23 876	15 799
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	4 490		13	4 090	2 900
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				15	
2. Secrétariat à la condition féminine	9 062			8 696	1 344
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				23	
TOTAL	13 552		13	12 824	4 244
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	755 942		71 858	657 553	48 231
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 759	
TOTAL	**755 952**		**71 858**	**659 322**	**48 231** (1)

(1) Incluant 7 016 à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

246		882			16	31	124
4							
4 339		1 740			2 042	595	253
217							
628		15			27	45	85
6							
					37		49
5 439		2 637			2 123	671	511

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 190					74	235	78
15							
2 153		5 199			335	20	11
23							
3 381		5 199			409	255	89
22 968	397	585 958			4 976	1 023	20 532
10							
1 759							
24 737	**397**	**585 958**			**4 976**	**1 023**	**20 532**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	51 084		
Aide aux immobilisations	78 883	317	80
Aide aux initiatives de partenariat	20 205		75
Aide aux projets	12 349	247	
Autres interventions particulières en culture et en communications	6 916	45	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Fonctionnement	76 781		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Programmes d'aide	1 479		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Fonctionnement	6 504		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Programmes d'aide	80 953		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	27 384		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 826		
Musée de la Civilisation	24 491		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 348		
Musée national des beaux-arts du Québec	15 181		
Société de développement des entreprises culturelles - Fonctionnement	7 366		
Société de développement des entreprises culturelles - Programmes d'aide	60 818	49 262	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 943		
Société de télédiffusion du Québec	61 269		
Société du Grand Théâtre de Québec	5 399		
Total du programme 2	580 178	49 872	155
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 412	1	
Réussir ensemble en français	3 000	548	
Autres	15		
Total du programme 3	4 427	548	
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	3 600		
Programme « À égalité pour décider »	1 000		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	240		
Total du programme 4	5 200		
Total des crédits et dépenses	**589 805**	**50 421**	**155**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
3 364	1 353	46 368			51 084	49 757
2 176	36 553	36 754	58	2 945	78 883	73 565
1 562	12 184	3 974		2 409	20 205	19 253
605	4 923	6 563		11	12 349	13 982
87	556	6 031	174	23	6 916	6 399
				75 768	75 768	76 824
		1 479		0	1 479	1 479
				6 433	6 433	7 069
		68 486	12 467		80 953	87 860
				27 282	27 282	28 277
				10 726	10 726	10 356
				24 434	24 434	24 424
		18 348			18 348	18 482
				15 114	15 114	15 667
				7 298	7 298	8 009
		10 886	669		60 818	58 604
				13 835	13 835	12 445
				60 872	60 872	60 833
				5 326	5 326	5 658
7 794	55 568	198 890	13 368	252 474	578 122	578 943
193	26	1 081	30	30	1 360	2 189
		714			1 262	883
			15		15	15
193	26	1 795	45	30	2 637	3 087
	703	2 897			3 600	2 100
		1 000			1 000	1 000
		360			360	360
1		238			239	237
1	703	4 495			5 199	3 697
7 987	**56 297**	**205 181**	**13 413**	**252 504**	**585 958**	**585 727**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	122 467	122 438	127 699
Fonctionnement	75 333	73 306	73 428
Capital	88 336	88 336	81 196
Intérêt	44 293	44 293	43 585
Support	259 377	257 586	259 820
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**589 805**	**585 958**	**585 727**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	686	662
Régimes des eaux	730	1 212
Sécurité des barrages	956	1 448
	2 371	3 322
Autres		
Attestations d'assainissement	1 297	1 411
Droits relatifs à la protection de l'environnement	994	889
Divers	4	2
	2 294	2 302
	4 665	5 624
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	55	55
Terrains et bâtisses	171	437
Location et concessions	988	1 062
Gains sur dispositions d'immobilisations	64	83
Gestion des barrages publics	1 670	1 244
Recouvrements de tiers	28	60
Arpentages de terrains		325
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	924	1 648
Financement des unités autonomes de service	2 132	1 649
Divers	67	56
	6 100	6 620
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	924	1 648
Financement des unités autonomes de service	2 132	1 649
	3 045	3 323
Intérêts		
Divers	26	21
Amendes et confiscations		
Divers	1	10
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 196	391
Subventions d'années antérieures		353
	2 196	744
	5 267	4 099
Total des revenus autonomes	9 932	9 723

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	217	805
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	217	805
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**9 932**	**9 723**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Protection de l'environnement et gestion des parcs**			
1. Politiques environnementales	22 644		118	22 525	11 019
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	85 871	3	9 348	76 521	14 012
3. Analyse et expertise régionales	24 351		125	24 226	12 703
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 892		246	17 647	15 281
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 676		838	5 838	4 466
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	35 992	11	17 738	18 242	10 604
7. Direction	7 698		332	7 365	5 723
Permanents(1)	10			10	
8. Services à la gestion	41 815		4 340	37 475	18 159
Permanents(2)	25			5	
Permanents(3)	59				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12 657	
TOTAL	243 033	14	33 086	222 511	91 968
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 530		44	5 318	3 415
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				25	
TOTAL	5 530		44	5 343	3 415

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

756		10 750					
35 495		27 013					
946		10 577					
2 365							
1 372							
7 638							
1 412		230					
10							
19 310		6					
	5						20
							59
12 657							
81 961	5	48 577					79

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 903					72	91	6
25							
1 928					72	91	6

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	248 469	14	33 129	215 157	95 383
Permanents	94			15	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12 682	
TOTAL	**248 563**	**14**	**33 129**	**227 854**	**95 383** (1)

(1) Incluant 11 276 à l'égard de 102 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
71 197		48 577			72	91	6
10	5						79
12 682							
83 889	**5**	**48 577**			**72**	**91**	**85**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 759		
Programme ClimatSol	206		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	1 661	5	
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 623		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 437		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	374		
Programme partenaires pour la nature	3 485		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	192		
Société des établissements de plein air du Québec	9 688		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 329		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200		
Autres	3 622	12	
Total du programme 1	48 577	17	
Total des crédits et dépenses	**48 577**	**17**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
	1 759				1 759	1 759
	206				206	39
1 642		15			1 661	1 983
		1 531	15	77	1 623	1 781
	8 437				8 437	8 485
		374			374	374
		3 475	10		3 485	2 223
		192			192	465
				9 688	9 688	9 362
				11 329	11 329	11 457
		1 000			1 000	1 000
		5 200			5 200	4 474
586	262	2 577	6	179	3 622	3 477
2 228	10 663	14 364	31	21 273	48 577	46 879
2 228	**10 663**	**14 364**	**31**	**21 273**	**48 577**	**46 879**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération			6
Fonctionnement	5 937	5 937	6 156
Capital	18 979	18 979	20 908
Intérêt	9 516	9 516	6 514
Support	14 144	14 144	13 296
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**48 577**	**48 577**	**46 879**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Droits et permis			
Autres			
Rembourrage	1 211		1 146
Visa - Crédit d'impôt pour le design	126		121
Divers	33		31
	1 370		1 299
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	435		364
Divers	2		
	438		364
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	435		364
	2		
Intérêts			
Prêts			7 738
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	258		397
Subventions d'années antérieures	6 321		2 647
	6 578		3 043
	6 580		10 782
Total des revenus autonomes	7 950		12 081
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructures du savoir	125 485	(1)	92 383
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructures du savoir	125 485	(1)	92 383
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**7 950**		**12 081**

(1) L'augmentation est attribuable à l'entente conclue en juin 2009 pour le financement de travaux de réparation et de maintenance dans les établissements postsecondaires, et ce, en vertu du Programme d'infrastructures du savoir 2009/2010-2010/2011.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation**			
1. Direction et services à la gestion	36 001	1	1 727	31 732	15 118
Permanents(1)	37			37	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				966	
2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	25 446			24 992	6 688
3. Développement des secteurs industriels	30 330	1		29 720	8 428
4. Développement des marchés	16 529	1		14 901	5 454
5. Développement économique en région et services aux entreprises	125 987	3 846		117 907	14 695
Permanents(2)	1 154			678	
6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	165 196			162 923	6 491
7. Investissement Québec	459 155			216 099	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements					
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	859 937	3 851	1 727	599 955	56 873

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.							
14 847		1 767			437	827	1 276
37							
966							
2 522		15 781			452	2	
1 508		19 784			241	356	13
2 688		6 760			656	970	
2 223		100 990			315	410	3 509
	678						476
664		155 768			678	47	1 550
	94 444	121 655			117 404		125 652
							100
25 455	95 122	422 504			120 183	2 611	132 576

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**			
1. Fonds de recherche en santé du Québec	80 395			80 214	
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	47 516			47 516	
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	46 665			46 665	
4. Centre de recherche industrielle du Québec	17 325			17 325	
5. Conseil de la science et de la technologie	1 209			1 209	880
TOTAL	193 110			192 929	880
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 051 856	3 851	1 727	791 202	57 753
Permanents	1 191			715	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				966	
TOTAL	**1 053 047**	**3 851**	**1 727**	**792 884**	**57 753** (1)

(1) Incluant 8 273 à l'égard de 79 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.

		80 214					181
		47 516					
		46 665					
		17 325					
329							
329		191 720					181
24 781	94 444	614 224			120 183	2 611	132 281
37	678						476
966							
25 784	**95 122**	**614 224**			**120 183**	**2 611**	**132 758**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Aide aux entreprises et démonstration des technologies vertes	29 139	25 127	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	32 183	32 183	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	21 611	21 611	
Investissement Québec - Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	67 866	67 861	
Mesures de soutien à la recherche - Autres	101 860	962	917
NovaScience	4 971	117	
Soutien à l'entrepreneuriat	18 317	2 849	
Soutien à l'investissement et au développement des créneaux d'excellence	34 618	23 693	24
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	43 609	6 638	
Soutien aux centres locaux de développement	53 993	10 259	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	12 182	2	
Autres	8 560	1 856	
Total du programme 1	428 909	193 158	941
Programme 2 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	17 325		
Fonds de la recherche en santé du Québec	80 395		33 475
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	46 665		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	47 516		
Total du programme 2	191 901		33 475
Total des crédits et dépenses	**620 810**	**193 158**	**34 416**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		238			25 365	25 854
					32 183	27 663
					21 611	12 303
					67 861	42 664
11 133		87 135			100 146	77 454
516		4 165	150		4 948	4 034
	56	15 103			18 008	16 864
979		9 914			34 609	44 149
6 375		30 264			43 278	45 600
		43 735			53 993	53 809
176		11 890			12 068	11 213
69	415	6 094			8 434	5 464
19 248	471	208 537	150		422 504	367 073
				17 325	17 325	10 550
18 145			24 417	4 178	80 214	82 475
24 868			18 386	3 411	46 665	55 820
28 992			14 730	3 794	47 516	49 834
72 005			57 533	28 707	191 720	198 679
91 253	**471**	**208 537**	**57 683**	**28 707**	**614 224**	**565 752**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	17 251	17 250	9 784
Fonctionnement	54 120	54 119	47 300
Capital	33 801	33 800	22 918
Intérêt	3 903	3 902	3 901
Support	511 735	505 154	481 849
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**620 810**	**614 224**	**565 752**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Droits et permis			
Autres			
Divers	1		2
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	5 728		6 353
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	67		238
Divers	7		5
	5 802		6 596
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	67		238
	5 735		6 358
Intérêts			
Prêts aux étudiants	11 990		9 907
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	1 655		2 340
Subventions d'années antérieures	4 919		519
Dépenses sous forme d'indemnités	2 624		1 467
Bourses d'études	6 185		7 689
	15 383		12 015
	33 108		28 280
Total des revenus autonomes	33 109		28 282
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Enseignement aux enfants indiens	115 869		111 190
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	21 017	(1)	41 322
Financement des immobilisations des commissions scolaires Cree et Kativik et de l'école des Naskapis	30 720	(2)	16 268
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 910		4 732
Financement des bourses d'études du millénaire			223
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	729		6 959
Programme d'infrastructures du savoir	118 986	(3)	62 767
	292 232		243 461

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

			2011		2010
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :					
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			21 017	(1)	41 322
Formation dans les pénitenciers fédéraux			4 910		4 732
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis			30 720	(2)	16 268
Financement des bourses d'études du millénaire					223
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			729		6 959
Programme d'infrastructures du savoir			118 986	(3)	62 767
Total des transferts du gouvernement fédéral			115 869		111 190
Total des revenus			**148 978**		**139 471**

(1) La diminution est due principalement à un ajustement positif en 2009-2010 relatif aux périodes 2005-2006 à 2008-2009.

(2) L'augmentation est attribuable à la hausse des investissements en immobilisations scolaires.

(3) L'augmentation est attribuable à la cédule des versements prévus à l'entente de contribution en vertu du Programme d'infrastructure du savoir 2009/2010-2010/2011.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Administration et consultation**			
1. Direction	11 774		30	11 744	6 627
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				47	
2. Information, communication et administration	63 812		5 283	58 529	28 729
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				16 602	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	30 442		191	30 251	25 057
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				311	
4. Administration de l'enseignement supérieur	9 537		46	9 492	8 410
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				61	
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	7 604		26	7 578	6 294
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				53	
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 556		20	2 536	2 060
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				19	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 032		18	2 014	1 661
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				16	
8. Administration du loisir et du sport	4 888		8	4 879	3 045
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				42	
TOTAL	132 655		5 623	144 183	81 884

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**Formation en tourisme et hôtellerie**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 665			23 665	
TOTAL	23 665			23 665	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

2 549		2 568					
10							
47							
29 800							
16 602							
5 194							
311							
1 082							
61							
1 284							
53							
475							
19							
352							
16							
1 636		198					
42							
59 533		2 766					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

		23 665					
		23 665					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14		**Aide financière aux études**			
1. Bourses consécutives aux prêts	437 504			437 504	
2. Intérêts et remboursements aux banques	129 253	94 519		34 734	
Permanents(1)	6 000				
Ajustements négatifs de provisions				(18 858)	
3. Autres bourses	18 105			18 105	
4. Administration de l'aide financière aux études	19 671		1 422	18 249	13 505
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 712	
TOTAL	610 533	94 519	1 422	494 446	13 505
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	6 867 675			6 867 675	
2. Commissions scolaires à statut particulier	252 553			252 553	
3. Service de la dette des commissions scolaires	628 951			720 260	
4. Enseignement privé	462 664			462 664	
5. Soutien à des partenaires en éducation	55 838			55 838	
6. Aide au transport scolaire	286 370			286 370	
TOTAL	8 554 052			8 645 362	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

		437 504					
		34 734					
							6 000
	(18 858)						
		18 105					
4 743							
4 712							
9 456	(18 858)	490 343					6 000

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

		6 867 675					
		252 553					
		720 260					(91 310)
		462 664					
		55 838					
		286 370					
		8 645 362					(91 310)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		**Enseignement supérieur**			
1. Cégeps	1 576 320			1 576 320	
2. Universités	2 564 395			2 564 395	
3. Enseignement privé au collégial	106 333			106 333	
4. Service de la dette des cégeps	235 325			235 325	
5. Service de la dette des universités	332 346			332 346	
6. Soutien à des partenaires en éducation	3 800			3 800	
TOTAL	4 818 518			4 818 518	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		**Développement du loisir et du sport**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 748			36 748	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	26 713			26 713	
TOTAL	63 460			63 460	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

		1 576 320					
		2 564 395					
		106 333					
		235 325					
		332 346					
		3 800					
		4 818 518					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

		36 748					
		26 713					
		63 460					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents(1)	127 335			127 335	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(2)	760 232			760 232	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(3)	117 864			117 864	
TOTAL	1 005 431			1 005 431	

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11).
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	14 196 873	94 519	7 045	14 186 619	95 389
Permanents	1 011 440			1 005 440	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				21 863	
Ajustements négatifs de provisions				(18 858)	
TOTAL	**15 208 314**	**94 519**	**7 045**	**15 195 065**	**95 389** (1)

(1) Incluant 11 680 à l'égard de 106 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

		127 335					
		760 232					
		117 864					
		1 005 431					
47 115		14 044 114					(91 310)
10		1 005 431					6 000
21 863							
	(18 858)						
68 988	**(18 858)**	**15 049 545**					**(85 310)**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 766	6	
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 665		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	437 504		
Intérêts et remboursements aux banques	34 734		
Autres	18 105		
Total du programme 3	490 343		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	16 880		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 120 228		
Enseignement privé	462 664		
Programme d'action communautaire	18 230		
Service de la dette des commissions scolaires	628 951 (1)		
Transport scolaire	286 370		
Autres	20 729		
Total du programme 4	8 554 052		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 576 320		
Enseignement privé au collégial	106 333		
Universités	2 564 395		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	235 325		
Service de la dette des universités	332 346		
Autres	3 800		
Total du programme 5	4 818 518		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 773		
Kino-Québec	2 762		
Promotion du loisir	13 778		
Promotion du sport	18 781		
Soutien aux équipements de loisir	161		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 808		
Autres	397		
Total du programme 6	63 460		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
1 695	22	896	148		2 766	2 808
				23 665	23 665	25 138
			437 504		437 504	385 028
			34 734		34 734	28 653
			18 105		18 105	16 014
			490 343		490 343	429 695
		16 880			16 880	13 680
7 118 182				2 047	7 120 228	6 954 618
462 664					462 664	458 546
		18 230			18 230	18 145
720 260					720 260 (1)	633 717
286 370					286 370	287 773
		17 579		3 150	20 729	21 810
8 587 477		52 688		5 197	8 645 362	8 388 290
1 575 851				470	1 576 320	1 546 755
106 333					106 333	101 571
2 563 556				839	2 564 395	2 423 432
235 325					235 325	245 266
332 346					332 346	326 533
372		2 428		1 000	3 800	4 734
4 813 782		2 428		2 308	4 818 518	4 648 291
			4 773		4 773	4 788
		2 762			2 762	2 542
	299	13 479			13 778	13 763
		18 781			18 781	19 961
	161				161	590
		22 808			22 808	22 890
		397			397	372
	460	58 227	4 773		63 460	64 905

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	760 232		
Régime de retraite des enseignants	127 335		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	117 864		
Total du programme 7	1 005 431		
Total des crédits et dépenses	**14 958 235**	**6**	

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-92.

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
760 232					760 232	660 092
127 335					127 335	98 621
117 864					117 864	85 806
1 005 431					1 005 431	844 518
14 408 384	**482**	**114 239**	**495 264**	**31 170**	**15 049 545**	**14 403 645**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		2011		2010
Rémunération	11 126 463		11 126 463		10 560 271
Fonctionnement	1 678 811		1 678 811		1 746 051
Capital	756 590	(1)	847 900	(1)	735 998
Intérêt	495 208		495 208		518 413
Support	901 163		901 163		842 911
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**14 958 235**		**15 049 545**		**14 403 645**

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-92

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011		2010
Revenus divers				
Ventes de biens et services				
Frais de perception		2 234		2 080
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		600		(57)
Divers		3		3
		2 836		2 026
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		600		(57)
		2 236		2 083
Intérêts				
Débiteurs		7		896
Assistance-emploi		16 371		15 909
		16 378		16 806
Amendes et confiscations				
Frais - Chèques sans provision		262		299
Recouvrements				
Dépenses d'années antérieures		1 088		3 833
Subventions d'années antérieures		319		216
Assistance-emploi		79 472	(1)	57 506
Assistance-emploi - R.R.Q.		1 659		1 990
Assistance-emploi - Pensions alimentaires		18 123		19 045
Assistance-emploi - Garants défaillants		2 417		2 686
Divers		8		5
		103 085		85 281
		121 961		104 469
Total des revenus autonomes		121 961		104 469
Transferts du gouvernement fédéral				
Autres programmes				
Entente relative au marché du travail		655 106		657 318
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi		115 914		116 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		13 160		15 555
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		8 939		8 551
		793 119		797 424
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		13 160		15 555
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		8 939		8 551
Total des transferts du gouvernement fédéral		771 020		773 318
Total des revenus		**892 981**		**877 787**

(1) L'augmentation est principalement attribuable à une révision à la baisse de l'estimation des sommes à recevoir des débiteurs dont le recouvrement ne pourra avoir lieu.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**Mesures d'aide à l'emploi**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	881 762			881 762	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	4 798				
TOTAL	886 561			881 762	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**Mesures d'aide financière**			
1. Aide aux personnes et aux familles	2 912 501			2 912 501	
Permanents(1)	5 500			4 689	
2. Action communautaire	9 070			9 070	
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	22 583			22 583	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 240				
TOTAL	2 950 894			2 948 843	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

			881 762				
					4 798		
			881 762		4 798		

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

		2 896 782	15 719				
	4 689						811
		4 359	4 711				
		22 583					
							1 240
	4 689	2 923 724	20 430				2 051

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Administration**			
1. Direction	14 802		3	14 798	7 830
Permanents(1)	10			10	
2. Services à la gestion	151 283		46	151 238	24 046
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				97	
3. Centre de recouvrement	9 416			9 416	7 895
Permanents(2)	11			11	
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	18 401	1		18 400	9 002
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	259 299	6	191	259 102	116 459
6. Politiques et analyse stratégique	6 434		5	6 429	4 792
TOTAL	459 654	7	244	459 500	170 024
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-16		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Développement de la Capitale-Nationale	62 206		8	62 198	1 770
Permanents(1)	91				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				10	
TOTAL	62 297		8	62 208	1 770
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 353 795	7	253	4 347 497	171 794
Permanents	5 611			4 710	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				106	
TOTAL	**4 359 406**	**7**	**253**	**4 352 313**	**171 794** (1)

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(1) Incluant 29 819 à l'égard de 305 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.							
2 493		500	3 975				
10							
58 584			68 608				
97							
1 521							
11							
3 068		4 827	1 503				
28 223			114 420				
907		25	705				
94 913		5 352	189 211				
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.							
484		56 985	2 959				91
10							
494		56 985	2 959				91
95 280		2 986 061	1 094 362		4 798		1 240
20	4 689						901
106							
95 407	**4 689**	**2 986 061**	**1 094 362**		**4 798**		**2 142**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Pacte pour l'emploi	4 798		
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 252		
Aide aux personnes et aux familles	2 896 782	88	4
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	22 583		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	1 106		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 240		
Total du programme 2	2 924 964	88	4
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	4 827		
Autres	525		
Total du programme 3	5 352		
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	24 800		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	7 844		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 427		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 914	80	
Total du programme 4	56 985	80	
Total des crédits et dépenses	**2 992 099**	**168**	**4**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		3 252			3 252	2 975
8	19	6 920	2 889 743		2 896 782	2 895 077
			20 337	2 247	22 583	25 546
1		1 106			1 106	1 055
9	19	11 278	2 910 080	2 247	2 923 724	2 924 653
				4 827	4 827	4 890
		500		25	525	625
		500		4 852	5 352	5 515
	24 800				24 800	24 800
	7 844				7 844	7 766
				18 427	18 427	18 386
25	956	4 853		1	5 914	5 840
25	33 599	4 853		18 427	56 985	56 792
34	**33 618**	**16 631**	**2 910 080**	**25 528**	**2 986 061**	**2 986 960**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	5 839	4 746	4 737
Fonctionnement	2 048	2 048	1 858
Capital	280	280	371
Support	2 983 932	2 978 987	2 979 995
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 992 099**	**2 986 061**	**2 986 960**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	113 829	113 829	114 438
Fonctionnement	63 889	63 889	67 337
Capital	10 593	10 593	6 279
Intérêt	900	900	500
Support	905 152	905 152	912 716
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 094 362**	**1 094 362**	**1 101 270**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	57	40
Honoraires - Dossiers publics	11 160	10 646
Divers	15	25
	11 232	10 710
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	0
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	59	57
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 137	389
Subventions d'années antérieures	745	1 523
Divers		2
	1 882	1 913
	1 944	1 971
Total des revenus autonomes	13 177	12 681
Total des revenus	**13 177**	**12 681**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20		**Planification, recherche et administration**			
1. Planification, recherche et administration	38 167	1	6 943	25 506	11 501
Permanents(1)	19			17	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5 523	
TOTAL	38 186	1	6 943	31 046	11 501
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**Mesures d'aide à la famille**			
1. Gestion des services à la famille	23 578			23 578	13 854
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 933 285			2 006 086	
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	24 208			24 208	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	56 485			56 485	
5. Soutien aux enfants	32 767			32 767	
Ajustements négatifs de provisions				(8)	
6. Organismes communautaires	16 332			16 332	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	644			644	505
TOTAL	2 087 299			2 160 092	14 359

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.							
12 338		1 667					5 717
17							2
5 523							
17 878		1 667					5 719
Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.							
1 326		8 398					
		2 006 086					(72 800)
		24 208					
		56 485					
		32 767					
	(8)						
		16 332					
139							
1 465	(8)	2 144 275					(72 800)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Condition des aînés**			
1. Conseil des aînés	865			865	523
2. Secrétariat aux aînés	19 232			19 232	1 577
TOTAL	20 097			20 097	2 100
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Curateur public**			
1. Curateur public	51 957		6 756	38 865	28 350
Permanents(1)	100			7	
Permanents(2)	10 300			10 300	8 154
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 550	
TOTAL	62 357		6 756	50 723	36 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 197 520	1	13 699	2 244 567	56 310
Permanents	10 419			10 324	8 154
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7 073	
Ajustements négatifs de provisions				(8)	
TOTAL	**2 207 939**	**1**	**13 699**	**2 261 957**	**64 464** (1)

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(2) Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

(1) Incluant 6 721 à l'égard de 67 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.							
342							
1 001		16 654					
1 343		16 654					
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.							
10 515					76	1 205	5 055
	7						93
2 146							
1 550							
14 212	7				76	1 205	5 147
25 661		2 162 596			76	1 205	(62 029)
2 163	7						95
7 073							
	(8)						
34 898		**2 162 596**			**76**	**1 205**	**(61 934)**

FAMILLE ET AÎNÉS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	1 667	9	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	32 682		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	86		
Organismes communautaires - Famille	16 332		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	56 485		
Subvention annuelle des garderies	405 863	405 863	
Subvention de la garde en milieu familial	528 358 (1)		
Subvention des centres de la petite enfance	997 769	90	
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	24 208		
Subventions de développement et d'investissements	1 295		
Autres	8 398		
Total du programme 2	2 071 474	405 953	
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	190		
Programme du Coeur à l'action pour les aînés du Québec	1 810		
Soutien aux initiatives visant le respect des aînés	8 121		
Stratégie d'action en faveur des aînés	4 048		110
Tables régionales de concertation des aînés	720		
Autres	1 765		
Total du programme 3	16 654		110
Total des crédits et dépenses	**2 089 795**	**405 962**	**110**

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-112

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011		2010
78	84	1 097		400	1 667		1 268
				32 682	32 682		32 625
			86		86		188
		16 332			16 332		16 360
		56 485			56 485		52 100
					405 863		375 458
		601 158			601 158	(1)	495 759
		997 679			997 769		949 921
		24 208			24 208		23 244
		1 295			1 295		2 067
31	1 203	7 164			8 398		7 793
31	1 203	1 704 320	86	32 682	2 144 275		1 955 514
190					190		39
		1 810			1 810		1 547
	89	8 031			8 121		5 143
	2 988	951			4 048		3 712
	40	680			720		680
0	1 502	263			1 765		947
190	4 619	11 735			16 654		12 068
299	**5 906**	**1 717 152**	**86**	**33 082**	**2 162 596**		**1 968 851**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		2011		2010
Fonctionnement	33 082		33 082		32 824
Capital	15 185		15 185		14 982
Intérêt	10 159		10 159		10 058
Support	2 031 369	(1)	2 104 170	(1)	1 910 986
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 089 795**		**2 162 596**		**1 968 851**

(1) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-112

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Impôt sur le revenu et les biens			
Cotisations pour les services de santé			
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	5 764 980		5 581 576
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	209 256		214 926
	5 974 235		5 796 502
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Garantie de prêts - Sociétés d'état	185 959		183 889
Recouvrements de tiers	53		
Honoraires sur garantie gouvernementale	15 173		18 691
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300		
	201 485		202 581
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300		
	201 185		202 581
Intérêts			
Comptes de banque	657		1 261
Prêts	181		
Dividendes	6 677		6 677
Fonds de la réserve de stabilisation			669
	7 515		8 606
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	29 098		4 780
Produits de la criminalité	602	(1)	15 345
	29 700		20 125
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	2 098		192
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	4 572		
Divers			1
	6 670		193
	245 070		231 505

(1) La diminution est principalement attribuable aux produits de biens provenant de la criminalité (décret 349-99) en 2009-2010

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011		2010
Revenus provenant des entreprises du gouvernement (2)				
Hydro-Québec		1 886 000	(3)	2 168 000
Loto-Québec		1 246 813		1 251 597
Société des alcools du Québec		914 670		867 213
		4 047 483		4 286 810
Total des revenus autonomes		10 266 788		10 314 817
Transferts du gouvernement fédéral				
Péréquation		8 552 241	(B)	8 354 501
Transferts pour la santé		4 309 684	(C)	4 148 240
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		1 454 788	(D)	1 461 065
Autres programmes		313 237	(E)	417 110
		14 629 951		14 380 916
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :				
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		463 550		460 395
Total des transferts du gouvernement fédéral		14 166 401		13 920 521
Total des revenus		**24 433 189**		**24 235 338**

(2) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats :				
Hydro-Québec		592 000	(3)	775 000
Société générale de financement du Québec		193 226	(4)	(223 112)
Autres		2 694	(A)	7 745
Ajustements de consolidation		2 601		31 714
		790 521		591 347
Dividendes déclarés		4 047 483		4 286 810
		4 838 004		4 878 157

(3) La diminution est attribuable à la baisse du bénéfice net de la société, due principalement à la diminution du volume des exportations nettes d'électricité d'Hydro-Québec Production.

(4) L'augmentation est principalement attribuable à des gains nets réalisés sur ses participations dans diverses entreprises.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
A) Autres		
Capital Financière agricole inc.	(96)	(1 244)
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		(65)
IQ FIER inc.	(7 701)	(5 609)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	12 219	12 401
Société Innovatech du Grand Montréal	(259)	(674)
Société Innovatech du Sud du Québec	46	(592)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(1 711)	4 793
Société Innovatech Régions Ressources	196	(1 265)
	2 694	7 745
B) Péréquation		
2010-2011	8 552 241	
2009-2010		8 354 501
	8 552 241	8 354 501
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2010-2011	8 972 480	
2009-2010		8 805 963
2008-2009	3 929	(266 379)
2007-2008	16 094	(70 834)
2006-2007		13 613
	8 992 503	8 482 363
Transferts fiscaux		
2010-2011	(2 874 455)	
2009-2010		(3 007 447)
2008-2009	(4 088)	219 341
2007-2008	(4 665)	59 524
2006-2007		(15 460)
	(2 883 208)	(2 744 042)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2010-2011	(1 880 786)	
2009-2010	24 674	(1 778 781)
2008-2009	875	47 338
2007-2008	(2 343)	8 415
2006-2007		(314)
	(1 857 579)	(1 723 342)

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011		2010
C)	**Transferts pour la santé (suite)**			
	Fiducie pour les garanties sur les délais d'attente		(5)	48 119
	Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	57 969		58 016
	Fonds fiduciaire pour le développement du vaccin VPH		(6)	27 127
		4 309 684		4 148 240
D)	**Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux**			
	Droits totaux			
	2010-2011	2 592 087		
	2009-2010	1 206		2 518 573
	2008-2009			(134)
	2007-2008	13		
	2006-2007			8 344
		2 593 306		2 526 783
	Transferts fiscaux			
	2010-2011			
	2009-2010			
	2008-2009			
	2007-2008			
	2006-2007			(9 475)
				(9 475)
	Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
	2010-2011	(1 152 740)		
	2009-2010	15 123		(1 090 221)
	2008-2009	536		29 013
	2007-2008	(1 436)		5 158
	2006-2007			(193)
		(1 138 518)		(1 056 243)
		1 454 788		1 461 065
E)	**Autres programmes**			
	Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
	2010-2011	(661 443)		
	2009-2010			(611 790)
		(661 443)		(611 790)
	Bilinguisme			
	2010-2011	38 524		
	2009-2010			38 524
		38 524		38 524

(5) La diminution s'explique par la fin de la fiducie au 31 mars 2010.

(6) La diminution s'explique par la fin de la fiducie au 31 mars 2010.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011		2010
E)	**Autres programmes (suite)**			
	Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008)		(7)	59 431
	Programme canadien de prêts aux étudiants	317 581	(8)	180 050
	Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	31 747		24 620
	Financement de base - Plan Chantiers Canada	14 370	(9)	31 830
	Subside basé sur la population	5 294		5 294
	Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	15 713		7 700
	Compensation à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital	69 900		76 800
	Fonds pour le recrutement de policiers	18 000		19 000
	Fiducie pour le développement communautaire		(10)	125 256
	Application de l'entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550		460 395
		313 237		417 110

(7) La diminution s'explique par la fin de la fiducie au 31 mars 2010.

(8) L'augmentation est principalement attribuable au paiement compensatoire reçu en 2010-2011 pour l'année de prêt 2009-2010.

(9) La diminution est attribuable à la baisse des dépenses admissibles relatives aux projets identifiés dans l'entente.

(10) La diminution est attribuable à l'utilisation complète du solde de la fiducie au cours de l'exercice 2009-2010.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**Direction du Ministère**			
1. Direction et services à la gestion	29 626	2	460	24 965	12 838
Permanents(1)	11			11	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				810	
Ajustements négatifs de provisions				(1)	
2. Institut de la statistique du Québec	14 172			13 927	
TOTAL	43 809	2	460	39 712	12 838
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	16 580			13 538	12 833
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 441		11	6 523	6 441
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 343			5 193	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 758		112	12 794	12 565
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				396	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	14 012			12 749	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	10 744				
TOTAL	69 878		123	51 192	31 838
(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

11 828		300			500	851	2 848
11							
810							
	(1)						
		13 927			245		
12 649	(1)	14 226			745	851	2 848

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

705					524	954	1 565
62					200	361	347
5 193							1 150
229					100		1 752
396							
7 024		5 275	450		400		863
					2 928		7 816
13 629		5 275	450		4 152	1 314	13 493

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-30		**Service de la dette**			
1 Service de la dette directe Permanents(1)	4 408 000			4 329 344	
2 Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	2 661 031			2 661 031	
3 Intérêts sur le régime des rentes de conjoints survivants Ne nécessitant pas de crédits				(696) (3)	
4 Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés Ne nécessitant pas de crédits				(5 818) (4)	
TOTAL	7 069 031			6 983 860	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(2) Les crédits permanents sont accordés en vertu des lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

(3) Incluant les revenus générés par le Fonds du régime de rentes de survivants, lesquels sont présentés en diminution de la dépense d'intérêts.

(4) Incluant les revenus générés par le Fonds des congés de maladie accumulés, lesquels sont présentés en diminution de la dépense d'intérêts.

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	107 333	2	583	84 495	44 676
Permanents	7 075 385			6 995 579	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 205	
Ne nécessitant pas de crédits				(6 514)	
Ajustements négatifs de provisions				(1)	
TOTAL	**7 182 718**	**2**	**583**	**7 074 764**	**44 676** (1)

(1) Incluant 9 990 à l'égard de 89 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.							
				4 329 344			78 656
				2 661 031			
				(696)			
				(5 818)			
				6 983 860			78 656
19 868		19 501	450		4 897	2 165	15 191
5 204				6 990 375			79 806
1 205							
				(6 514)			
	(1)						
26 278	**(1)**	**19 501**	**450**	**6 983 860**	**4 897**	**2 165**	**94 997**

FINANCES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	14 172		
Société de financement des infrastructures locales du Québec			
Autres	300	7	
Total du programme 1	14 472	7	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Autres	5 850		
Total des crédits et dépenses	**20 322**	**7**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
				13 927	13 927	14 323
						170 200
5		289			300	300
5		289		13 927	14 226	184 823
2 250		3 005	20		5 275	5 563
2 255		**3 294**	**20**	**13 927**	**19 501**	**190 385**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	11 553	11 436	11 704
Fonctionnement	2 619	2 491	2 619
Support	6 150	5 574	176 063
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**20 322**	**19 501**	**190 385**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Fonctionnement	450	450	450
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**450**	**450**	**450**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

			2011		2010
Droits et permis					
Autres					
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers			4 490		2 745
Demande d'un employeur relative à un emploi			1 485		1 237
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers			60 351	(1)	36 107
Certificat d'acceptation - Travailleurs			2 349		2 118
Certificat d'acceptation - Étudiants			2 880		2 626
Divers			36		
			71 591		44 833
Revenus divers					
Ventes de biens et services					
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec			2 227		2 207
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			60		929
Divers			6		4
			2 293		3 141
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :					
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			60		929
			2 233		2 212
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			95		105
Subventions d'années antérieures			170		63
			265		168
			2 499		2 379
Total des revenus autonomes			74 090		47 212
Transferts du gouvernement fédéral					
Autres programmes					
Intégration des immigrants			258 445	(2)	232 190
Total des transferts du gouvernement fédéral			258 445		232 190
Total des revenus			**332 535**		**279 402**

(1) L'augmentation est attribuable à la réception d'un plus grand nombre de demandes de sélection de la catégorie «Investisseurs», à la suite de l'annonce d'une hausse de l'investissement requis entrant en vigueur en décembre 2010.
(2) L'augmentation est attribuable à l'indexation prévue à l'Accord Canada-Québec.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**Immigration, intégration et communautés culturelles**			
1. Immigration	27 953	29		23 160	15 168
2. Francisation	67 976			67 582	31 193
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	53 857			53 631	17 127
4. Direction, information et services centralisés	42 081	53	1 406	26 349	14 358
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 783	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	191 877	81	1 406	174 514	77 847
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Organisme relevant du ministre**			
1. Conseil des relations interculturelles	850			682	450
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)					
TOTAL	850			682	450
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	192 717	81	1 406	171 403	78 296
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 784	
TOTAL	**192 727**	**81**	**1 406**	**175 196**	**78 296** (1)

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

(1) Incluant 6 113 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.							
7 992					432	2 881	1 452
21 671		14 718			394		
7 851		28 652			226		
11 661		330			2 577		11 697
10							
3 783							
52 967		43 700			3 628	2 881	13 149
Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.							
232					6	25	137
232					6	25	137
49 406		43 700			3 634	2 907	13 286
10							
3 784							
53 199		**43 700**			**3 634**	**2 907**	**13 286**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme action diversité	3 336		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	13 202		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 986		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	14 718		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	1 081		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	654		
Programme régional d'intégration	7 393		
Autres	330		
Total du programme 1	43 701		
Total des crédits et dépenses	**43 701**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		3 336			3 336	2 909
		13 202			13 202	8 122
			2 986		2 986	3 059
		16	14 702		14 718	15 014
		1 081			1 081	1 221
		654			654	2 006
120	5 839	1 434			7 393	6 179
5	2	324			330	330
125	5 840	20 047	17 688		43 700	38 840
125	**5 840**	**20 047**	**17 688**		**43 700**	**38 840**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération			10
Support	43 701	43 700	38 830
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**43 701**	**43 700**	**38 840**

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	159	199
Vendeurs itinérants	282	250
Studio de santé	87	102
Agences de voyages	652	772
Conseillers en voyage	418	
Certificat d'exemption	53	44
Divers	37	42
	1 688	1 409
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	565	502
Location de chambres et pension	32	98
Recouvrements de tiers	88	197
Actes judiciaires	34 319	34 447
Actes juridiques	31 219	32 066
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	25	12
Divers	23	24
	66 269	67 347
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	25	12
	66 245	67 335
Amendes et confiscations		
Infractions au code de la sécurité routière	52 150	54 532
Infractions au code criminel	11 419	11 052
Infractions à diverses lois	17 890	17 570
Aide aux victimes d'actes criminels	17 409	16 702
	98 869	99 856
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	787	817
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	414	268
	1 201	1 085
	166 315	168 277
Total des revenus autonomes	168 003	169 687

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	27 200	29 096
Conseillers juridiques auprès des autochtones	502	498
Informations concernant les sentences	51	53
Mesures québécoises de justice familiale	2 742	2 865
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	491	460
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(30)	6
Divers	38	33
	30 994	33 011
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	491	460
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(30)	6
Total des transferts du gouvernement fédéral	30 533	32 545
Total des revenus	**198 536**	**202 232**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Activité judiciaire**			
1 Magistrature	2 370		196	2 175	1 832
Permanents(1)	68 816			68 732	65 428
2 Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 233			1 948	347
3 Soutien à la magistrature	25 662	3	104	25 556	23 749
4 Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	336			336	
TOTAL	99 418	3	299	98 746	91 355
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Administration de la justice**			
1 Soutien administratif à l'activité judiciaire	76 029		855	75 174	54 574
2 Affaires juridiques et législatives	32 241	1		32 241	29 844
3 Direction, planification et services à l'organisation	158 654		8 319	150 335	31 674
Permanents(1)	5 255			5 255	5 255
Permanents(2)	5 000			4 430	
Permanents(3)	20			12	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7 652	
4 Traitement des infractions et perception des amendes	10 770		606	10 163	7 440
5 Système intégré d'information de justice	12 480		12 479		
TOTAL	300 449	1	22 260	285 262	128 788
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16)					
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)					
(3) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.							
343							
3 304							84
1 601							286
1 807							
336							
7 391							370
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.							
19 614		986					
2 397							
105 618		1 043	12 001				
	4 430						570
12							8
7 652							
2 723							
138 015	4 430	2 028	12 001				579

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 273			11 273	
2. Conseil de la justice administrative	329			329	169
TOTAL	11 602			11 602	169
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Aide aux justiciables**			
1. Commission des services juridiques	133 817			133 817	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	717			717	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	89 828			89 828	
4. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 096			1 096	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 799		236	14 563	10 879
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				283	
TOTAL	240 257		236	240 304	10 879

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		11 273					
160							
160		11 273					

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

		133 817					
		717					
10 870		78 957					
137		959					
3 684							
283							
14 975		214 450					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		**Organisme de protection relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	8 619		90	8 528	6 039
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				124	
TOTAL	8 619		90	8 652	6 039
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	78 585	4	956	77 624	57 289
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				980	
TOTAL	78 585	4	956	78 604	57 289
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	566 344	7	23 842	542 494	223 489
Permanents	172 585			171 636	71 030
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				9 039	
TOTAL	**738 929**	**7**	**23 842**	**723 170**	**294 519** (1)

(1) Incluant 12 817 à l'égard de 131 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

2 388		101					1
124							
2 512		101					1

Ce programme, géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales, permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

20 335							
980							
21 315							

159 068		147 936	12 001				2
16 260	4 430	79 917					949
9 039							
184 368	**4 430**	**227 853**	**12 001**				**950**

JUSTICE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 028		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 273		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	959		
Aide juridique	53 655		
Commission des services juridiques	80 162		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Fonctionnement	419		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	78 957		
Total du programme 4	214 450		
Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre			
Bourse d'étude	101		
Total des crédits et dépenses	**227 853**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		2 028			2 028	1 880
				11 273	11 273	11 425
			959		959	974
			53 655		53 655	50 255
				80 162	80 162	80 031
			298		298	298
				419	419	422
			78 957		78 957	74 564
			133 870	80 580	214 450	206 545
		100	1		101	74
		2 128	**133 871**	**91 853**	**227 853**	**219 923**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	73 026	73 026	74 923
Fonctionnement	18 304	18 304	16 432
Capital	523	523	523
Support	135 999	135 999	128 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**227 853**	**227 853**	**219 923**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	12 001	12 001	16 519
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**12 001**	**12 001**	**16 519**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		846
Divers	5	29
	5	876
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		846
	5	29
Intérêts		
Divers	1	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	219	924
Divers	2	4
	221	927
	226	958
Total des revenus autonomes	226	958
Total des revenus	**226**	**958**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Affaires internationales**			
1 Politiques et affaires francophones et multilatérales	26 717	8	56	26 637	7 053
Permanents(1)	500			499	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)					
2 Représentation du Québec à l'étranger	54 969	667	1 178	51 511	34 695
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 557	
3 Affaires bilatérales	19 399	3		19 396	5 099
4 Protocole, missions et administration	19 693	5	428	17 861	11 141
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 237	
5 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec	70				
TOTAL	121 348	683	1 662	119 699	57 988

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	120 849	683	1 662	115 406	57 988
Permanents	500			499	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 794	
TOTAL	**121 348**	**683**	**1 662**	**119 699**	**57 988** (1)

(1) Incluant 8 417 à l'égard de 71 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.							
1 936		17 649					16
499							
16 816							1 613
2 557							
1 410		12 887					
6 721							1 399
1 237							
					70		
31 175		30 536			70		3 028
26 882		30 536			70		3 028
499							
3 794							
31 175		**30 536**			**70**		**3 028**

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes de la Francophonie	11 775		
Organismes voués à la jeunesse	6 347		
Programmes de coopération	2 055	16	95
Québec sans frontières et autres	3 601	12	
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4 279		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	884	46	
Autres	1 595	9	5
Total du programme 1	30 536	83	100
Total des crédits et dépenses	**30 536**	**83**	**100**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
99	35	11 607	12	21	11 775	10 137
		6 347			6 347	2 866
674	181	748	164	178	2 055	3 789
6		3 566		16	3 601	6 055
36	1	4 238	4		4 279	1 885
314		477	38	9	884	977
406	10	819	340	6	1 595	3 886
1 534	228	27 803	557	230	30 536	29 595
1 534	**228**	**27 803**	**557**	**230**	**30 536**	**29 595**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	935	935	
Fonctionnement	1 057	1 057	
Support	28 544	28 544	29 595
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**30 536**	**30 536**	**29 595**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Droits et permis			
Ressources forestières			
Coupe de bois - Usage domestique	185		221
Usines de transformation du bois	610		616
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	119 943	(1)	102 866
Biomasse forestière	51		1
Érablières	1 808		1 714
Intervention - Travaux d'utilité publique	56		473
Intervention - Activités minières	149		108
Autres droits sur la gestion des forêts	16		59
Traitements sylvicoles réguliers	(76 861)	(2)	(62 411)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(5 223)		(11 003)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(37 859)		(29 452)
Divers	63		60
	2 937		3 251
Ressources minières			
Exploitation minière	305 403	(3)	99 409
Claim	12 755		10 525
Exploitation par baux	1 566		2 078
Permis de recherche pour réservoir souterrain	273		365
Renseignements généraux	88		44
Exploitation - Sable, gravier et autres	3 811		4 239
Transfert au Fonds du patrimoine minier	(20 000)		(20 000)
Divers	17		18
	303 912		96 678
Ressources hydrauliques			
Énergie électrique produite	(319)		319
Régimes des eaux	1 367		1 800
	1 048		2 119
Autres			
Études de dossiers	72		11
Bail d'exploitation et d'utilisation	64		11
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel	757		444
Baux d'exploitation de réservoir souterrain			59
Permis de chasse, pêche et piégeage	30 701		31 802
Permis commerciaux et particuliers	223		226
Droits pour activités commerciales	1 184		793
Divers	56		9
	33 057		33 356
	340 954		135 404

(1) L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de bois facturé, atténuée en partie par une baisse du prix moyen du bois.

(2) La variation est principalement attribuable à l'imputation d'une partie des coûts des traitements sylvicoles (38 407 $ en 2010-11 et 50 859 $ en 2009-10) aux dépenses de fonctionnement, étant donné l'insuffisance des revenus de permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques.

(3) L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des profits annuels des compagnies minières et à la nouvelle réglementation.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	211	186
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique	486	
Terres de l'état	1 846	3 035
Terrains et bâtisses	241	10
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	196	362
Frais de vente et de location de terrains	628	847
Location et concessions	12 913	11 322
Enregistrement de transferts	203	147
Frais d'inscription aux tirages au sort	143	247
Gains sur dispositions d'immobilisations	297	168
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	261	277
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 524	3 121
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	1 204	
Divers	71	28
	21 224	19 750
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 524	3 121
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	1 204	
	17 496	16 630
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	578	564
Droits sur les profits d'exploitation minière	144	(355)
Divers	39	9
	762	218
Amendes et confiscations		
Dispenses	77	189
Infractions à diverses lois	165	1
Autres dommages et intérêts		786
Divers	74	29
	316	1 005
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	506	367
Subventions d'années antérieures	1 374	1 100
	1 880	1 467
	20 453	19 319
Total des revenus autonomes	361 407	154 723

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	444	94
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	5 708	6 000
	6 152	6 094
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	444	94
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	5 708	6 000
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**361 407**	**154 723**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Gestion des ressources naturelles**			
1. Plan Nord et territoire	15 855		13	15 841	3 657
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				69	
2. Gestion de la ressource forestière	270 913	33 666 (5)		270 913	
Permanents(1)	75 190			75 190	
Permanents(2)	767			767	
Permanents(3)	20			20	
3. Ressources minérales	15 913		939	14 974	9 378
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 452	
4. Développement et gestion des ressources énergétiques	24 180		122	24 058	4 977
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				20	
5. Direction du Ministère, administration et services partagés	53 089		5 514	47 566	17 359
Permanents(4)	19			19	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				9 175	
6. Opérations régionales	152 702	1	10 563	142 137	76 968
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 399	
7. Forestier en chef	5 966		10	5 955	4 597
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				76	
TOTAL	614 615	33 667	17 163	611 634	116 936

(1) Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1)
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)
(3) Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78)
(4) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)
(5) Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**Protection et mise en valeur de la ressource faunique**			
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	72 018	1	5 679	66 339	41 548
Permanents(1)	75			75	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 502	
TOTAL	72 093	1	5 679	70 916	41 548

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.							
2 096		10 089					
69							
38 407			232 506				(33 666)
75 190							
	767						
		20					
3 951		1 645					
1 452							
3 804		3 077	12 200				
20							
15 287		7 420	7 500				8
19							
9 175							
24 631		6 748	33 789				1
3 399							
1 358							
76							
178 935	767	28 999	285 995				(33 657)
Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.							
21 349		3 442					
	75						
4 502							
25 851	75	3 442					

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	610 636	33 667	22 841	587 784	158 484
Permanents	76 071			76 071	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				18 694	
TOTAL	**686 708**	**33 667**	**22 841**	**682 550**	**158 484** (1)

(1) Incluant 20 751 à l'égard de 207 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
110 884		32 421	285 995				(33 657)
75 209	842	20					
18 694							
204 787	**842**	**32 441**	**285 995**				**(33 657)**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide à l'exploration minérale	1 065		
Aide à la recherche et au développement	90		
Aide aux entrepreneurs forestiers et transporteurs de bois rond			
Assistance à l'industrie minérale	1 462	1 182	
Enfouissement des fils électriques	1 774		
Extension du réseau gazier			
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	1 933	107	
Fonds d'intervention stratégique régional	3 867	1 619	
Prêts forestiers	20		
Programme Approche intégrée et régionalisée (PAIR)	6 748	24	
Programme d'aide au développement des technologies de l'énergie verte	319	236	
Soutien dans les milieux autochtones	8 248	437	
Autres	3 474	94	
Total du programme 1	28 999	3 700	
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique			
Consolidation des pourvoiries	1 264	1 059	
Autres	2 178		
Total du programme 2	3 442	1 059	
Total des crédits et dépenses	**32 441**	**4 759**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
		1 065			1 065	515
		90			90	344
						3 900
		280			1 462	2 016
	1 774				1 774	2 605
						2 078
	949	849		29	1 933	
	968	1 280			3 867	
				20	20	20
	6 678	46			6 748	9 842
82					319	98
	7 643	167			8 248	8 215
71	1 245	1 524	9	532	3 474	2 085
153	19 256	5 301	9	580	28 999	31 718
		205			1 264	306
84	379	906		810	2 178	2 365
84	379	1 111		810	3 442	2 671
237	**19 634**	**6 412**	**9**	**1 390**	**32 441**	**34 389**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Capital	2 044	2 044	6 440
Intérêt	931	931	
Support	29 466	29 466	27 949
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**32 441**	**32 441**	**34 389**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	70 909	70 909	76 038
Fonctionnement	75 078	75 078	119 925
Capital	6 236	6 236	12 400
Intérêt	8 564	8 564	15 980
Support	125 209	125 209	91 875
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**285 995**	**285 995**	**316 219**

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

			2011		2010
Impôt sur le revenu et les biens					
Impôt sur le revenu des particuliers			18 834 423		17 351 630
Impôt des sociétés			3 926 001		3 877 407
			22 760 424		21 229 037
Taxes à la consommation					
Ventes		(1)	11 785 491		10 779 964
Carburants		(2)	(9 285)		15 800 (4)
Tabac		(3)	764 239		663 470
Boissons alcooliques			446 254		433 444
			12 986 699		11 892 677
Droits et permis					
Autres					
Honoraires - Dossiers publics			6 776		2 186
Création et modification de personnes morales			11 480		11 034
Publicité légale des entreprises			43 493		43 323
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives			248		259
Transporteurs internationaux et interprovinciaux			671		638
Droit supplétif - Mutations immobilières			467		
Divers			10		17
			63 144		57 456
			63 144		57 456
Revenus divers					
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents			267		208
Frais de perception			6 052		5 642
Perception - R.R.Q.			33 391		31 821
Recouvrements de tiers			107		28
Actes judiciaires			209		278
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)			1 151		667
Décisions anticipées			84		65
Gestion de la taxe sur les produits et services			141 955		143 853
Divers			18		32
			183 234		182 594
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :					
Gestion de la taxe sur les produits et services			141 955		143 853
			41 279		38 741

(1) L'augmentation est principalement attribuable à la croissance économique et à la hausse de la TVQ le 1er janvier 2011.

(2) La diminution est principalement attribuable au règlement d'un litige en 2010-2011.

(3) L'augmentation est principalement attribuable à la variation dans la consommation.

(4) Les revenus comparatifs ont été redressés pour tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011. Une partie des revenus a été transférée au nouveau fonds et a été redressée pour refléter cette nouvelle structure.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011		2010
Revenus divers (suite)			
Intérêts			
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	145 180	(5)	107 904
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	197 311	(5)	157 872
Taxe à percevoir sur la vente	55 308	(6)	70 441
Taxe à percevoir sur les carburants	336		(1 090)
Taxe à percevoir sur le tabac	3 697		6 566
Divers	(2)		(4)
	401 831		341 688
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	(4 420)		5 675
Infractions aux lois fiscales	1 331		2 288
Pénalités	342 190	(7)	229 198
Frais - Chèques sans provision	1 698		1 815
Divers	11		13
	340 811		238 988
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	414		(109)
Contributions volontaires	15 883	(8)	106 007
	16 297		105 898
	800 217		725 314
Total des revenus autonomes	36 610 485		33 904 485
Total des revenus	**36 610 485**		**33 904 485**

(5) L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des résultats des activités de récupération fiscale et des taux d'intérêt.
(6) La diminution est principalement attribuable à la diminution des résultats des activités de récupération fiscale.
(7) L'augmentation est attribuable à la hausse des résultats des activités de récupération fiscale.
(8) La diminution est attribuable à la comptabilisation en mars 2010 du règlement d'un dossier en litige avec un manufacturier de tabac.

Note

Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :	2011	2010
Impôt sur le revenu des particuliers	6 920 113	7 029 945
Impôt des sociétés	3 037 869	2 807 290
Ventes	5 608 369	5 282 999
Carburants	28 783	105 657
Tabac	14 576	24 847
Profits d'exploitation forestière		5 526
Divers	5 595	1 258

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Administration fiscale**			
1. Opérations régionales	163 145	20	11	163 038	156 343
2. Opérations concentrées	48 261	1	1 221	46 849	44 436
Permanents(1)	27 280			25 553	
3. Technologies de l'information	50 596		5	49 857	41 973
4. Administration et support	195 940	15 389	7 175	167 935	50 987
Permanents(2)	10			4	
Permanents(3)	18				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 136	
5. Perception	27 005			27 005	
Permanents(4)	933 000			933 000	
6. Pensions alimentaires	38 714			38 705	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	62 528			62 517	43 391
8. Administration provisoire des biens non réclamés	2 312			2 302	1 638
Permanents(5)	6 776			6 776	3 986
9. Direction du registre des entreprises	6 543			6 501	4 364
10. Plan de retour à l'équilibre budgétaire	24 107	5	195	23 807	14 815
TOTAL	1 586 236	15 415	8 607	1 556 984	361 933

(1) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31).
(2) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(3) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).
(4) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(5) Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	619 152	15 415	8 607	588 516	357 947
Permanents	967 083			965 333	3 986
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 136	
TOTAL	**1 586 236**	**15 415**	**8 607**	**1 556 984**	**361 933** (1)

(1) Incluant 39 282 à l'égard de 422 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

4 010		2 686					76
2 413							190
25 553							1 727
7 884							734
69 787		123	47 039		5 050		392
4							6
							18
3 136							
			27 005				
	933 000						
			38 705				10
12 091		5 300	1 735				11
664							10
2 002			788				
2 137							43
7 300			1 691				101
136 980	933 000	8 108	116 963		5 050		3 315

106 285		8 108	116 175		5 050		1 565
27 559	933 000		788				1 751
3 136							
136 980	**933 000**	**8 108**	**116 963**		**5 050**		**3 315**

REVENU

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions relatives aux modifications du crédit de maintien à domicile des personnes âgées	2 700		
Subventions à des organismes	124		
Subventions aux restaurateurs	5 300	5 300	
Total du programme 1	8 124	5 300	
Total des crédits et dépenses	**8 124**	**5 300**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
			2 686		2 686	3 300
		123			123	99
					5 300	
		123	2 686		8 108	3 399
		123	**2 686**		**8 108**	**3 399**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	8 124	8 108	3 399
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**8 124**	**8 108**	**3 399**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	800		
Fonctionnement	67 402	67 401	72 270
Capital	49 571	49 562	42 007
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**117 773**	**116 963**	**114 277**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

			2011		2010
Droits et permis					
Autres					
Hôpitaux privés et autres institutions			1 777		1 743
Revenus divers					
Ventes de biens et services					
Tierces responsabilités - Internes			4 712		4 903
Tierces responsabilités - Externes			743		975
Assurance-hospitalisation - Étrangers			4 034		129
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec			90 836		88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			(6)		4
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux		(1)	10 344		75 666
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie			30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques			22 000		22 000
Divers			7		8
			162 671		222 341
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :					
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			(6)		4
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux		(1)	10 344		75 666
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie			30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques			22 000		22 000
			100 333		94 671
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures		(2)	79 778		9 667
Subventions d'années antérieures			319		10 018
			80 096		19 685
			180 429		114 355
Total des revenus autonomes			182 206		116 098
Transferts du gouvernement fédéral					
Autres programmes					
Loi des jeunes contrevenants			36 883		37 083
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C					7 600
Participation des personnes handicapées au marché du travail			45 893		45 893
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			4 039		3 234
			86 814		93 809
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :					
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			4 039		3 234
Total des transferts du gouvernement fédéral			82 776		90 576
Total des revenus			**264 982**		**206 674**

(1) La diminution est attribuable aux revenus provenant d'Inforoute Santé du Canada inc. dans le cadre du remboursement des dépenses admissibles.

(2) L'augmentation est principalement attribuable à l'annulation de comptes à payer relatifs au réseau de la santé et des services sociaux inscrits au cours des années antérieures.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**Fonctions nationales**			
1. Direction et gestion ministérielle	91 288	4	1 376	89 909	49 399
Permanents(1)	44			44	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				711	
2. Organismes-conseils	9 054			9 054	4 731
3. Activités nationales	394 334	10 847 (3)		383 487	
Permanents(2)	419			192	
TOTAL	495 139	10 851	1 376	483 397	54 129
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**Fonctions régionales**			
1. Agences de la santé et des services sociaux	101 515			101 515	
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 614 122	236 763 (4)		13 377 359	
Permanents(1)	2 987 118			2 987 118 (5)	
3. Organismes communautaires et autres organismes	455 429			455 429	
4. Activités connexes	1 733 392			1 733 392	
Permanents(2)	150 737			150 737	
Permanents(3)	787 267			787 267	
Ne nécessitant pas de crédit (stocks)				7 113 (6)	
5. Service de la dette	777 040			942 072	
TOTAL	20 606 619	236 763		20 542 001	

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur la santé publique (L.R.Q., c. S-2.2).
(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010.

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).
(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).
(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits en 2009-2010.
(5) Incluant 2 921 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 987 118.
(6) Montant pour l'utilisation des stocks.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.							
40 510							
44							
711							
4 193		130					
5 409		378 077					
		192					227
50 868		378 399					227
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.							
		101 515					
		13 377 359					
		2 987 118					
		455 429					
24 528		1 708 864					
		150 737					
		787 267					
		7 113					
		942 072					(165 031)
24 528		20 517 473					(165 031)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**Office des personnes handicapées du Québec**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 727		85	12 641	8 547
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				151	
TOTAL	12 727		85	12 792	8 547
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-12		**Régie de l'assurance maladie du Québec**			
1. Services médicaux					
Permanents(1)	4 799 443			4 799 443	
2. Services optométriques					
Permanents(1)	42 042			41 018	
3. Services dentaires					
Permanents(1)	139 937			135 056	
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 402 513			2 206 789	
5. Autres services					
Permanents(1)	167 415			162 294	
6. Administration					
Permanents(1)	131 629			131 629	
TOTAL	7 682 978 (2)			7 476 228 (2)	

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

(2) Incluant 2 921 500 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 987 118, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 4 623 297 pour une dépense de 4 489 110.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

3 137		957					
151							
3 288		957					

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		4 799 443					
		41 018					1 024
		135 056					4 881
		2 206 789					195 724
		162 294					5 121
		131 629					
		7 476 228					206 750

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	17 188 901	247 614	1 461	17 104 857	62 676
Permanents	11 608 562			11 401 585	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				862	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				7 113	
TOTAL	**28 797 462**	**247 614**	**1 461**	**28 514 417**	**62 676** (1)

(1) Incluant 8 542 à l'égard de 81 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
77 778		16 964 403					(165 031)
44		11 401 541					206 977
862							
		7 113					
78 684		**28 373 057**					**41 945**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments	158 300		
Programme d'intervention - Hépatite C	2 879		1 891
Services hospitaliers hors Québec	175 627		
Autres	41 820	189	2 423
Total du programme 1	378 626	189	4 315
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	89 571 (1)	4 200	92 484
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	97 144		97 144
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	101 515		101 515
Établissements privés	477 028		477 011
Établissements publics	15 746 025	17 788	15 684 524
Loyer CHQ - Établissements du réseau	141 423		141 423
Santé publique	77 541		75 909
Organismes communautaires	455 429	519	
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	60 068	59 695	40
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	787 267		787 267
Régime de retraite du personnel d'encadrement	150 737		150 737
Rémunération des internes et résidents	185 235		185 235
Ressources de type familial	230 413		230 413
Service de la dette	777 040 (2)		942 072
Système du sang	345 240		302 879
Transporteurs ambulanciers	374 157	299 401	
Autres	249 495	3 875	103 966
Total du programme 2	20 345 328	385 479	19 372 618
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	957		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	152 467		
Bourses d'études et de recherche	14 948		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	131 629		
Services dentaires	139 937		
Services médicaux	4 799 443		
Services optométriques	42 042		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 402 513		
Total du programme 4	7 682 978		
Total des crédits et dépenses	**28 407 889**	**385 668**	**19 376 933**

(1) Excédent ne nécessitant pas de crédits (montant pour l'utilisation des stocks).

(2) Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-174.

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011		2010
				158 300	158 300		161 500
		213	776		2 879		2 654
			175 627		175 627		161 911
376	7	18 924	255	19 418	41 593		37 884
376	7	19 137	176 657	177 718	378 399		363 949
					96 684	(1)	153 874
					97 144		94 552
					101 515		102 586
				17	477 028		458 744
3 741	546	22 451	2 177	14 798	15 746 025		15 378 513
					141 423		140 944
33		742		856	77 541		76 782
140	725	454 044			455 429		440 225
		333			60 068		59 528
					787 267		683 314
					150 737		116 172
					185 235		177 052
					230 413		226 113
					942 072	(2)	811 242
		2 977		39 384	345 240		328 207
				74 755	374 157		346 155
5 331		81 252	572	54 499	249 495		196 606
9 246	1 271	561 800	2 749	184 311	20 517 473		19 790 608
30		927			957		927
				147 432	147 432		153 292
				14 861	14 861		14 453
				131 629	131 629		121 149
				135 056	135 056		133 807
				4 799 443	4 799 443		4 465 859
				41 018	41 018		42 242
			1 677 160	529 629	2 206 789		2 216 531
			1 677 160	5 799 068	7 476 228		7 147 333
9 652	**1 278**	**581 863**	**1 856 566**	**6 161 098**	**28 373 057**		**27 302 818**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		2011		2010
Rémunération	18 445 598		18 251 083		17 753 433
Fonctionnement	6 163 721		6 158 373		5 736 726
Capital	503 355	(1)	668 386	(1)	563 632
Intérêt	293 891		293 890		265 788
Support	3 001 326		3 001 325		2 983 238
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**28 407 889**		**28 373 057**		**27 302 818**

(1) Voir dépassements au « Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories » page 2-174.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 980	21 697
Production industrielle de boissons	657	694
	22 637	22 390
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 368	4 411
Appareils d'amusement	2 399	2 548
Bingo	1 510	1 632
Loteries	2 735	2 672
Divers	24	46
	11 035	11 310
Autres		
Études de dossiers	935	795
Agences d'investigation ou de sécurité	355	1 350
Organisation - Spectacles sportifs de combat	347	431
Permis d'explosifs	370	382
Divers	35	35
	2 042	2 993
	35 714	36 692
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	482	742
Location de chambres et pension	3 089	3 367
Conciliation et enquête - Déontologie policière	971	795
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	380	934
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 628	3 468
Divers	42	53
	12 592	12 359
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	380	934
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 628	3 468
	4 584	4 957
Intérêts		
Débiteurs	24	(76)
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	667	1 984
Divers	19	23
	686	2 006

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7 499	1 917
Subventions d'années antérieures	113	73
Recouvrement - Services policiers - CARRA	625	460
Divers	4	5
	8 241	2 454
	13 535	9 342
Total des revenus autonomes	49 248	46 035
Transferts du gouvernement fédéral		
Aide financière - Catastrophes		152
Administration de la Loi sur les armes à feu	21	5 193
Financement du programme conjoint de protection civile	1 163	613
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 990	1 141
Divers		3
	4 174	7 104
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Administration de la Loi sur les armes à feu	21	5 193
Financement du programme conjoint de protection civile	1 163	613
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 990	1 141
Total des transferts du gouvernement fédéral		155
Total des revenus	**49 248**	**46 190**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Sécurité, prévention et gestion interne**			
1. Direction et services supports à la gestion	59 024	1		59 024	17 010
Permanents(1)	10			6	
2. Services correctionnels	278 253	2		278 250	209 848
3. Expertises judiciaires	6 348			6 348	5 285
4. Affaires policières et sécurité-protection	54 864	1		54 862	20 342
5. Sécurité civile et sécurité incendie	21 287			21 187	10 696
Permanents(2)	16 753			16 669	1 756
6. Éléments de gestion centrale	123 698		5 833	117 764	29 323
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 538	
TOTAL	560 236	4	5 833	557 648	294 259
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Sûreté du Québec**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	367 661	11		365 878	190 963
Permanents(1)	667			667	667
2. Gestion interne et soutien	241 524		8 933	205 461	40 712
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				11 702	
TOTAL	609 852	11	8 933	583 708	232 342

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)
(2) Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., S-2.3)

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (L.R.Q., c. C-52.2).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.							
3 601		38 413					
6							4
68 204		198					
1 063							
6 781		27 740					
3 318		7 173			100		
1 971		12 942					85
88 442					100		
3 538							
176 924		86 465			200		90
Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.							
14 222			160 693			1 768	5
84 650			80 100			6 728	20 401
11 702							
110 573			240 794			8 496	20 406

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**Organismes relevant du ministre**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	15 030	5	214	13 498	10 580
Permanents(1)	31			31	
Permanents(2)	3				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				174	
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 211		9	4 201	2 712
3. Bureau du coroner	7 597		6	7 591	2 902
4. Commissaire à la déontologie policière	3 009			3 009	2 548
5. Comité de déontologie policière	1 822			1 822	1 191
TOTAL	31 703	5	230	30 326	19 934

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 184 327	19	14 996	1 138 895	544 112
Permanents	17 465			17 373	2 423
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				15 415	
TOTAL	**1 201 792**	**19**	**14 996**	**1 171 683**	**546 534** (1)

(1) Incluant 58 093 à l'égard de 650 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

2 918							1 313
	31						
							3
174							
1 489							
4 688							
460							
630							
10 361	31						1 317

280 467		73 523	240 794		200	8 496	21 720
1 977	31	12 942					92
15 415							
297 858	**31**	**86 465**	**240 794**		**200**	**8 496**	**21 812**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	5 659	50	51
Formation des policiers et des pompiers	7 101		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	4 636		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	27 572		
Schémas de couverture de risques d'incendie	770		
Sécurité civile	12 977	308	
Services policiers en milieu autochtone	26 880		
Autres	970		1
Total des crédits et dépenses	**86 566**	**358**	**52**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
	5 554	4			5 659	4 413
				7 101	7 101	7 701
	4 563	48		25	4 636	4 298
	25 919	1 623		31	27 572	24 773
	670				670	380
	7 383	215	5 070		12 977	15 108
	26 880				26 880	27 555
6	402	559	2		970	1 192
6	**71 372**	**2 449**	**5 072**	**7 157**	**86 465**	**85 419**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Fonctionnement	7 151	7 151	7 999
Capital	586	586	393
Support	78 829	78 729	77 026
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**86 566**	**86 465**	**85 419**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	188 778	188 777	183 331
Fonctionnement	46 904	46 904	46 060
Capital	5 291	5 113	5 750
Intérêt	240		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**241 213**	**240 794**	**235 141**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 218	569
	1 218	569
Total des revenus autonomes	1 218	569
Total des revenus	**1 218**	**569**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**Services gouvernementaux**			
1. Direction et services au portefeuille ministériel	186 165			186 165	4 635
Permanents(1)	10			4	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
2. Gouvernement en ligne	33 899		15 531	18 368	6 236
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5 981	
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	9 638				
4. Développement des compétences	1 920			1 920	
TOTAL	231 632		15 531	212 446	10 871

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	231 623		15 531	206 454	10 871
Permanents	10			4	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5 989	
TOTAL	**231 632**		**15 531**	**212 446**	**10 871** (1)

(1) Incluant 2 521 à l'égard de 21 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

181 361		169					
4							6
7							
7 354		4 779					
5 981							
					2 777		6 861
1 920							
196 628		4 948			2 777		6 867
190 635		4 948			2 777		6 861
4							6
5 989							
196 628		**4 948**			**2 777**		**6 867**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Appui au passage à la société de l'information	4 779		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne			
Autres	169		
Total du programme 1	4 948		
Total des crédits et dépenses	**4 948**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
564	70	4 145			4 779	5 098
4	3	163			169	234
568	73	4 308			4 948	5 332
568	**73**	**4 308**			**4 948**	**5 332**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Support	4 948	4 948	5 332
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 948**	**4 948**	**5 332**

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Promotion et développement du tourisme**			
1. Tourisme Québec	61 785			61 785	
Permanents(1)	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 108			15 043	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	46 598			43 098	
4. Régie des installations olympiques	23 931			20 431	
TOTAL	148 431			140 365	
(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	148 421			140 355	
Permanents	10			10	
TOTAL	**148 431**			**140 365**	

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique québécoise, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et en exploitant des installations publiques à caractère touristique dans le but d'accroître les recettes touristiques du Québec.

			61 785				
			10				
		15 043			1 066		
		43 098			3 500		
		20 431			3 500		
		78 571	61 794		8 066		
		78 571	61 785		8 066		
			10				
		78 571	**61 794**		**8 066**		

TOURISME

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	23 931		
Société du Centre des congrès de Québec	16 108		
Société du Palais des congrès de Montréal	46 598		
Total du programme 1	86 636		
Total des crédits et dépenses	**86 636**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
				20 431	20 431	28 945
				15 043	15 043	14 707
				43 098	43 098	38 264
				78 571	78 571	81 915
				78 571	**78 571**	**81 915**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	33 549	28 390	26 257
Fonctionnement	23 058	20 151	26 864
Capital	13 497	13 497	12 018
Intérêt	16 532	16 532	16 777
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**86 636**	**78 571**	**81 915**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	15 753	15 753	15 954
Fonctionnement	13 371	13 371	20 999
Capital	200	200	
Intérêt	286	286	
Support	32 184	32 184	25 684
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**61 794**	**61 794**	**62 637**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010 (A)
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	34 998	35 196
Transport commercial public	771	739
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 185	2 219
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 068	1 977
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	83	88
	40 105	40 219
Autres		
Transfert de permis	559	765
Divers	4	18
	563	783
	40 668	41 002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	1 044	860
Terrains et bâtisses	7 759	97
Matériel et fournitures	16	248
Location de terrains et bâtisses	1 536	816
Frais de publication - Demandes de permis	134	121
Chemin de fer Québec central	86	19
Analyse en laboratoire	80	95
Frais de débarcadère		99
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	29	996
Divers	98	91
	10 781	3 442
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	29	996
	10 751	2 446
Intérêts		
Divers	34	17
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	32	110
Alcofrein	957	1 009
Divers	2	2
	991	1 121
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7 024	1 359
Subventions d'années antérieures	1 496	1 964
Dépenses sous forme d'indemnités		4 396
	8 520	7 720
	20 296	11 305
Total des revenus autonomes	60 965	52 306

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010 (A)
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	152	138
Aménagement d'aéroports	201	201
Programme d'infrastructures	2 809	1 990
Fonds de stimulation de l'infrastructure		3 415
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	141	2 421
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(110)	5 784
Financement des infrastructures ferroviaires	3 949	5 301
	7 141	19 250
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Programme d'infrastructures	2 809	1 990
Fonds de stimulation de l'infrastructure		3 415
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	141	2 421
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(110)	5 784
Financement des infrastructures ferroviaires	3 949	5 301
Total des transferts du gouvernement fédéral	353	339
Total des revenus	**61 318**	**52 646**

(A) Les revenus comparatifs ont été redressés pour tenir compte de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre en 2010-2011. Une partie des revenus a été transférée au nouveau fonds et a été redressée pour refléter cette nouvelle structure.

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Infrastructures de transport**			
1 Construction des infrastructures de transport	1 318 175	150	23 507	481	
Permanents(1)	639				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 584	
2 Entretien des infrastructures de transport	620 801	1	7 763	358 528	50 285
Permanents(1)	1 038			362	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				6 465 (2)	
3 Aide financière au réseau routier local	85 685			38 258	
TOTAL	2 026 337	151	31 270	408 678	50 286
(1) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)					
(2) Montant pour l'utilisation des stocks.					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**Systèmes de transport**			
1 Transport terrestre	530 778		13	145 120	5 891
2 Transport maritime	90 527			90 437	808
3 Transport aérien	9 757			9 204	621
4 Commission des transports du Québec	15 619		3 604	10 680	7 925
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 753	
TOTAL	646 682		3 618	257 194	15 245

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

481							1 294 037
							639
4 584							
306 630		1 333	280		30 607	17 581	206 320
362							676
6 465 (2)							
		38 258					47 427
318 521		39 592	280		30 607	17 581	1 549 099

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

2 995		136 234			9 982	416	375 247
48		89 582					90
44		8 539					553
2 755						360	975
1 753							
7 594		234 355			9 982	776	376 865

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		**Administration et services corporatifs**			
1 Direction	8 351		4	7 946	6 909
Permanents(1)	19			19	
2 Services administratifs	67 772		2 470	46 342	36 764
Permanents(2)	140				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				13 655	
Ajustements négatifs de provisions				(68)	
3 Planification, recherche et développement	19 427			12 275	7 732
TOTAL	95 709		2 474	80 169	51 405

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 766 892	151	37 361	719 272	116 935
Permanents	1 836			381	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				19 991	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				6 465	
Ajustements négatifs de provisions				(68)	
TOTAL	**2 768 728** (1)	**151**	**37 361**	**746 041**	**116 935** (2)

(1) La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28) a été modifiée le 12 juin 2010 pour créer le Fonds des réseaux de transport terrestre. À la suite de la création de ce fonds, des crédits votés au budget de dépenses 2010-2011 n'étaient plus requis.

(2) Incluant 20 368 à l'égard de 227 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.							
677		360					402
19							
9 579					5	2 532	16 423
							140
13 655							
	(68)						
3 365		1 178			500		6 652
27 294	(68)	1 538			505	2 532	23 616
326 572		275 485	280		41 094	20 889	1 948 126
381							1 455
19 991							
6 465							
	(68)						
353 410	**(68)**	**275 485**	**280**		**41 094**	**20 889**	**1 949 580**

TRANSPORTS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	85 405		
Entretien du réseau routier	3 940	25	
Total du programme 1	89 345	25	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	9 684		
Société des traversiers du Québec	82 348		
Transport aérien	8 959	1 554	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	115 767		
Fonctionnement des organismes municipaux et intermunicipaux	25 705		
Immobilisations et service de la dette	225 752		
Transport adapté aux personnes handicapées	95 300		
Transport ferroviaire	9 982	8 098	
Transport maritime	7 300	831	
Transport terrestre	25 747	1 995	
Total du programme 2	606 543	12 478	
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 700		
Autres	400		
Total du programme 3	2 100		
Total des crédits et dépenses	**697 988**	**12 503**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
	38 258				38 258	48 050
	1 308				1 333	1 313
	39 567				39 592	49 363
			9 672		9 672	10 324
				82 348	82 348	56 808
	5 962	200	822		8 539	8 353
						47
	93 293	11			93 305	85 507
		436			8 534	7 958
	6 161	243			7 234	14 955
28	13 120	8 579		1 000	24 722	28 805
28	118 537	9 470	10 495	83 348	234 355	212 756
632		543		3	1 178	1 457
		360			360	385
632		903		3	1 538	1 842
660	**158 103**	**10 373**	**10 495**	**83 351**	**275 485**	**263 962**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	29 770	29 770	16 696
Fonctionnement	42 357	42 357	30 341
Capital	26 880	26 880	27 222
Intérêt	6 606	6 606	6 703
Support	592 375	169 872	182 999
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**697 988**	**275 485**	**263 962**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Fonctionnement	280	280	280
Capital			2 630
Intérêt			470
Support	1 277 347	(1)	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 277 627**	**280**	**3 380**

(1) La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28) a été modifiée le 12 juin 2010 pour créer le Fonds des réseaux de transport terrestre. À la suite de la création de ce fonds, des crédits votés au budget de dépenses 2010-2011 n'étaient plus requis.

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	2011	2010
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 503	1 966
Divers	9	9
	2 512	1 975
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 503	1 966
	9	9
Recouvrements		
Divers	16	1
	25	9
Total des revenus autonomes	25	9
Total des revenus	**25**	**9**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**Travail**			
1. Relations du travail	24 806		17	22 124	8 539
Permanents(1)	6			6	
Permanents(2)	1				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				248	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	629			508	341
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)					
3. Commission de l'équité salariale	7 826		39	6 324	4 112
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				126	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents(2)	1				
Permanents(3)	2 905		2	2 763	1 981
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 201			6 863	
TOTAL	43 373		58	38 975	14 973

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Code du travail (L.R.Q., c. C-27).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	40 461		57	35 820	12 992
Permanents	2 912		2	2 769	1 981
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				386	
TOTAL	**43 373**		**58**	**38 975**	**14 973** (1)

(1) Incluant 3 293 à l'égard de 28 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.							
4 969		8 617			164	447	2 053
6							
248							
167							121
2 212					209	230	1 024
126							
							1
782							141
12							
		6 863			338		
8 521		15 480			710	676	3 339
7 347		15 480			710	676	3 198
788							141
386							
8 521		**15 480**			**710**	**676**	**3 339**

TRAVAIL

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 201		
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	2 000		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	6 318		
Autres	375	5	
Total du programme 1	15 894	5	
Total des crédits et dépenses	**15 894**	**5**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2011	2010
				6 863	6 863	7 113
				2 000	2 000	
				6 318	6 318	4 000
18	6	266		3	299	323
18	6	266		15 184	15 480	11 436
18	**6**	**266**		**15 184**	**15 480**	**11 436**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2011	2010
Rémunération	14 306	13 893	9 207
Fonctionnement	1 289	1 289	1 882
Intérêt			24
Support	299	299	323
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 894**	**15 480**	**11 436**

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement 3-2

ARRONDISSEMENTS

Dans ce volume, aux fins de présentation, les montants et les totaux indiqués dans les tableaux ont été arrondis aux milliers de dollars. En raison de ces arrondissements, la somme des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS D'AMORTISSEMENT (1)

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011
		Revenus
	Fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu :	
1	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22 499
2	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	15 611
3	Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	1 158
4	Fonds des réseaux de transport terrestre	2 756 756
5	Fonds de développement du marché du travail	1 232 486
6	Fonds de développement régional	57 831
7	Fonds de financement	980 815
8	Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux	252 000
9	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 537
10	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	28 301
11	Fonds de gestion de l'équipement roulant	103 522
12	Fonds de l'assurance médicaments	3 261 175
13	Fonds de l'industrie des courses de chevaux	498
14	Fonds de la sécurité routière	8 298
15	Fonds de partenariat touristique	131 916
16	Fonds de perception	115 148
17	Fonds de soutien aux proches aidants	15 026
18	Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	39 877
19	Fonds des registres du ministère de la Justice	28 135
20	Fonds des services de police	498 394
21	Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	452
22	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 357
23	Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	59 747
24	Fonds d'information foncière	133 098
25	Fonds d'information géographique	4 078
26	Fonds du centre financier de Montréal	1 458
27	Fonds du patrimoine culturel québécois	10 219
28	Fonds du patrimoine minier	20 107
29	Fonds du service aérien gouvernemental	59 498
30	Fonds forestier	309 881
31	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 001
32	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 026
33	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	86 824
34	Fonds québécois d'initatives sociales	15 917
35	Fonds relatif à la tempête de verglas	69 989
36	Fonds vert	349 868
	Total fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu	10 729 503
	Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux non intégrés au fonds consolidé du revenu	(505 882)
	Total fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu après éliminations	10 223 621

(A) Certains chiffres comparatifs ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.

(1) Les informations financières dans cette section correspondent à celles utilisées pour la production des états financiers consolidés du gouvernement. Ainsi, elles peuvent exceptionnellement différer des données financières présentées aux états financiers de ces fonds lorsque leur production a été faite tardivement.

(2) Le solde comparatif pour le Fonds des réseaux de transport terrestre a été établi afin de refléter les impacts de la modification de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., M-28), sanctionnée le 12 juin 2010.

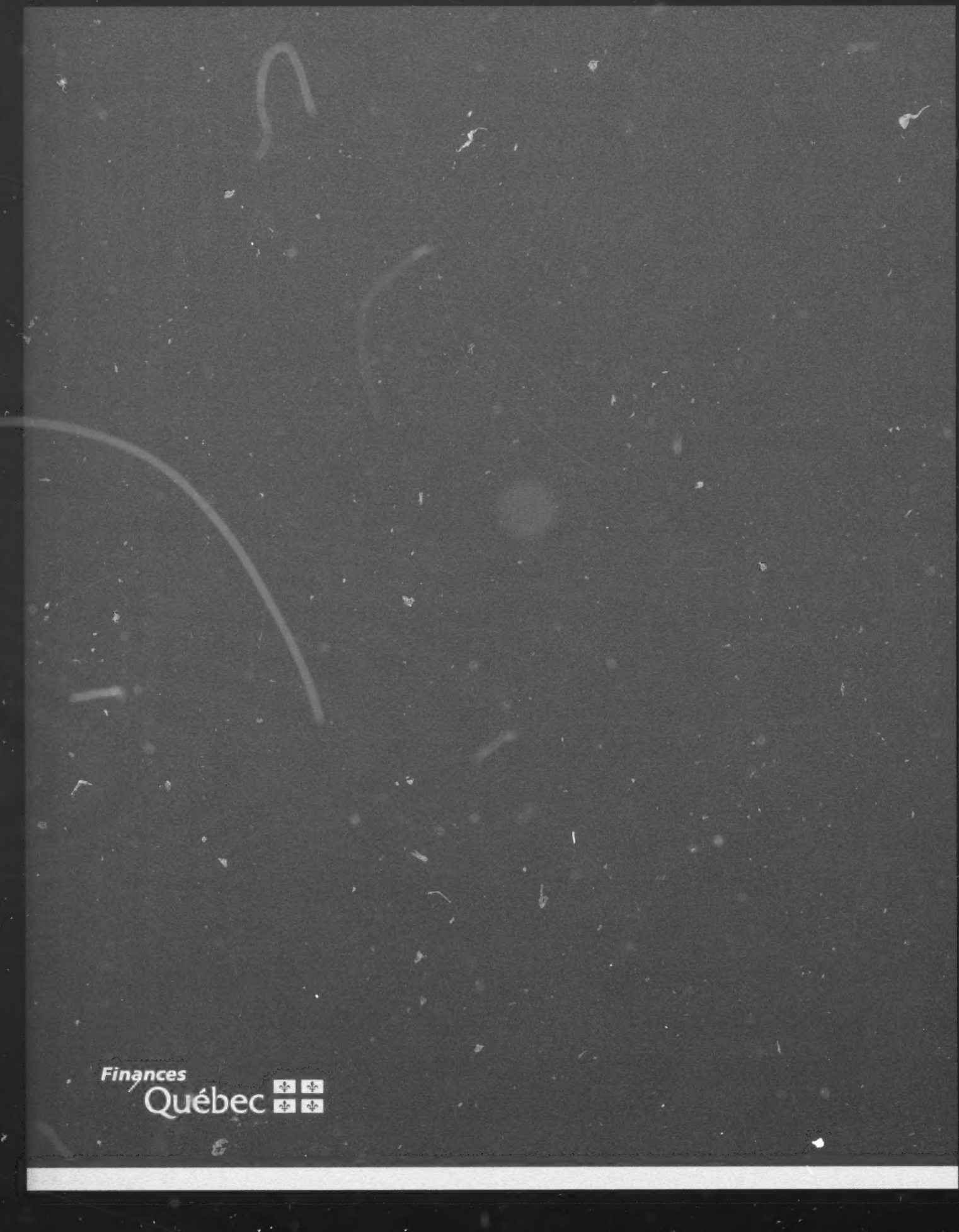
(3) Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux a été dissous au cours de l'exercice 2010-2011.

	2011				2010 [A]	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
24 437	(1 938)	3 183	926	2 257	4 195	1
15 146	465	37 631	962	36 669	36 204	2
1 158		65 848	65 848			3
2 080 921	675 835	19 092 069	18 455 309	636 760	(39 076) [B]	4
1 232 531	(45)	126 497	93 596	32 901	32 398	5
57 831		45 193	45 193			6
944 088	36 727	25 554 427	25 285 718	268 709	231 981	7
251 697	303	252 000	251 697	303		8
3 560	(23)	998	162	836	859	9
28 301		25 635	25 635			10
99 948	3 574	193 879	189 668	4 211	638	11
3 261 175		923 730	923 730			12
	498			[B]	4 135	13
5 696	2 602	11 578	7 602	3 976	1 374	14
128 664	3 252	36 687	22 129	14 558	11 306	15
95 547	19 601	44 894	2 956	41 938	22 336	16
14 880	146	7 746		7 746	7 600	17
39 877		53 393	53 393			18
19 587	8 548	67 573	2 164	65 409	56 862	19
498 394		108 460	108 460			20
452		3 494	3 494			21
						22
20 357		72 106	72 106			
59 747		355 066	355 066			23
91 692	41 406	611 222	20 766	590 456	549 050	24
4 254	(176)	4 603	3 476	1 127	1 304	25
1 120	338	3 681		3 681	3 344	26
10 151	68	27 607	417	27 190	27 122	27
12 646	7 461	23 725	3 166	20 559	13 099	28
59 284	214	158 877	102 610	56 267	56 304	29
309 002	879	103 920	89 687	14 233	13 353	30
20 000	1	13		13	12	31
15 000	26	7 526		7 526	7 500	32
55 679	31 145	165 496	45 255	120 241	89 096	33
16 830	(913)	6 164	4 591	1 573	2 487	34
69 989		57 152	57 152			35
312 139	37 729	867 420	319 743	547 677	509 947	36
9 861 780	867 723	49 119 493	46 612 677	2 506 816	1 643 430	
(501 249)	(4 633)	(14 405 380)	(14 405 380)			
9 360 531	863 090	34 714 113	32 207 297	2 506 816	1 643 430	

Année financière terminée le 31 mars 2011
(en milliers de dollars)

		2011
		Revenus
	Fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds consolidé du revenu :	
1	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	270 178
2	Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 064 349
3	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	4 449
4	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	3 683
5	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	5 115
6	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	8 337
7	Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	4 360
8	Fonds des congés de maladie accumulés	42 557
9	Fonds des générations	759 846
10	Fonds des services de santé	8 234 230
11	Fonds du régime de rentes de survivants	24 437
	Total fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds consolidé du revenu	11 421 541

	2011				2010	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
620	269 558	5 626 000	245	5 625 755	5 252 107	1
	2 064 349	42 264 937		42 264 937	38 200 588	2
1 820	2 629	63 071	1 820	61 251	64 381	3
425	3 258	58 799	425	58 374	83 995	4
5	5 110	121 340	5	121 335	128 729	5
5 785	2 552	69 469	5 785	63 684	60 917	6
2 198	2 162	40 877	2 198	38 679	66 843	7
	42 557	699 524		699 524	656 967	8
	759 846	3 436 543		3 436 543	2 676 697	9
8 234 230		378 313	378 313			10
	24 437	448 146		448 146	449 022	11
8 245 083	3 176 458	53 207 019	388 791	52 818 228	47 640 246	


Finances
Québec